



**Centre National de Documentation Juridique**

# **CODE DE LA FONCTION MILITAIRE**

**II Plateaux, Bd Latrille face Polyclinique Saint Jacques  
01 B.P. 2757 ABIDJAN 01 ☎. 22-41-44-61/95 Fax. 22-41-45-17  
Http : [//www.cndj.ci](http://www.cndj.ci)  
Email : [cndj@aviso.ci](mailto:cndj@aviso.ci)**

**Centre National de Documentation Juridique**

**CODE DE LA FONCTION  
MILITAIRE**

**Ed. 2005**

**II Plateaux, Bd Latrille face Polyclinique Saint Jacques  
01 B.P. 2757 ABIDJAN 01 ☎. 22-41-44-61/95 Fax. 22-41-45-17  
Http : [//www.cndj.ci](http://www.cndj.ci)  
Email : [cndj@aviso.ci](mailto:cndj@aviso.ci)**

# **CODES C.N.D.J**

## **EDITIONS PERIODIQUES**

- Constitution de la République de Côte d'Ivoire
- Code Electoral
- Code de la Nationalité
- Code de Prévoyance Sociale
- Code Général des Impôts
- Code des Douanes
- Code de l'Urbanisme
- Codes de l'Environnement et de l'Eau
- Code Minier
- Code Pétrolier
- Code des Investissements
- Code des Marchés Publics
- Code des Assurances - CIMA
- Code de la Propriété Intellectuelle
- Traité et Actes OHADA
- Droits de l'enfant
- Presse en Côte d'Ivoire
- Droit des Partis et Groupements Politiques
- Domaine foncier rural

**II Plateaux, Bd Latrille face Polyclinique Saint Jacques**  
**01 B.P. 2757 ABIDJAN 01 ☎. 22-41-44-61/95 Fax. 22-41-45-17**  
**Http : [//www.cndj.ci](http://www.cndj.ci)**  
**Email : [cndj@aviso.ci](mailto:cndj@aviso.ci)**

# **CODES C.N.D.J**

## **EDITIONS ANNUELLES**

- Code Civil (Code de la Famille)
- Code de Procédure Civile, Commerciale et Administrative
- Code Pénal
- Code de Procédure Pénale
- Code du Travail
- Code de la Fonction Militaire
- Code de Procédure Militaire
- Code Communal
- Code des loyers

### **EDITIONS TRIMESTRIELLES : RECUEILS DE JURISPRUDENCE IVOIRIENNE**

- Cour Suprême
- Cours d'Appel et Tribunaux

---

**Il Plateaux, Bd Latrille face Polyclinique Saint Jacques  
01 B.P. 2757 ABIDJAN 01 ☎. 22-41-44-61/95 Fax. 22-41-45-17  
Http : //www.cndj.ci  
Email : cndj@aviso.ci**

## **AVERTISSEMENT**

***Le Centre National de Documentation Juridique (C.N.D.J) a pour mission de rassembler et de mettre sous forme de bases de données informatisées, toute l'information juridique relative à la Côte d'Ivoire en vue de permettre sa diffusion. Dans le cadre de cette mission, le Centre publie à travers la présente brochure :***

**♦ *Le Code de la fonction Militaire***

***Abidjan, septembre 2005***

***La Direction***

## **PARTIE REGLEMENTAIRE**

**DECRET N° 96-568 DU 25 JUILLET 1996  
DETERMINANT LA COMPOSITION ET LES REGLES  
DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ENQUETE**

Modifié par le décret n° 98-147 du 25 mars 1998

## **ARTICLE PREMIER**

La composition et les règles de fonctionnement du Conseil d'Enquête créé par l'article 105 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée sont déterminées conformément aux dispositions du présent décret.

### **ARTICLE PREMIER nouveau (Décret n° 98-147 du 25 /03/1998)**

La composition et les règles de fonctionnement du Conseil d'Enquête créé par l'article 105 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée pour donner son avis avant le prononcé de sanctions statutaires et professionnelles sont déterminées conformément aux dispositions du présent décret.

## **CHAPITRE PREMIER - LA COMPOSITION DU CONSEIL D'ENQUETE**

### **ARTICLE 2 nouveau (Décret n° 98-147 du 25 /03/1998)**

Le Conseil d'Enquête est constitué pour chaque affaire qui lui est soumise. Il comprend cinq membres titulaires dont un président et quatre assesseurs désignés sur une liste, dans chaque cas, par le ministre de la Défense ou son délégué.

Sont également désignés :

- Un rapporteur pour instruire l'affaire. Le rapporteur doit détenir un grade au moins égal à celui du militaire déféré devant le Conseil et ne pas faire partie des catégories de militaires énumérés à l'article 6 *nouveau* ci-après ;
- Pour chaque membre titulaire, un membre suppléant appelé à le remplacer en cas d'empêchement.

## **ARTICLE 3**

Les motifs justifiant l'envoi d'un Militaire devant le Conseil d'Enquête sont les suivants :



- insuffisance professionnelle : inaptitude générale ou incapacité notoire à occuper un emploi de son grade ;

- inconduite habituelle : manquements répétés qui portent atteinte à la réputation et à l'autorité personnelles et qui sont de nature à justifier l'éviction temporaire ou définitive de l'intéressé ;

- faute grave dans le service : tout manquement, négligence, irrégularité ou agissement graves, contraires aux règles de fonctionnement du service, ayant entraîné ou non des conséquences dommageables ;

- faute grave contre la discipline : non-respect caractérisé des règles de la discipline Militaire ;

- faute contre l'honneur : tout manquement grave ou répété à ses devoirs d'homme, de citoyen ou de représentant de la force publique pouvant porter atteinte à des intérêts matériels ou moraux, à la probité ou aux bonnes mœurs ;

- condamnation à une peine d'emprisonnement n'entraînant pas la perte du grade, avec ou sans sursis, devenue définitive ;

- révocation d'un emploi public ou radiation par mesure disciplinaire d'un ordre professionnel légalement constitué.

#### **ARTICLE 4**

La composition du Conseil d'Enquête est déterminée en fonction du grade du comparant, conformément au tableau de l'article 7 ci-après.

#### **ARTICLE 5**

Les membres du Conseil d'Enquête sont désignés parmi les Militaires en position d'activité, à l'exception du cas où le comparant est un Militaire du grade d'Officier général. Dans ce dernier cas, les membres du Conseil d'Enquête peuvent être choisis parmi les Officiers généraux en position de service détaché, en position hors-cadres, à la retraite ou en position de non-activité hormis le cas du retrait d'emploi.

Un des membres doit être du même grade et relever de la même Armée, de la même Arme ou du même Service commun que le comparant. Les membres du Conseil d'Enquête doivent chacun détenir à titre définitif un grade au moins égal à celui dudit comparant.

**ARTICLE 6 nouveau**  
**(Décret n° 98-147 du 25 /03/1998)**

Ne peuvent faire partie du Conseil d'Enquête :

a) Les parents ou les alliés du comparant, jusqu'au 4<sup>e</sup> degré inclusivement ;

b) Le ou les auteurs de la plainte ou du rapport ainsi que les autorités militaires ayant demandé ou prononcé l'envoi du militaire devant le Conseil d'Enquête ;

c) Les militaires ayant eu à intervenir dans l'affaire en cause. en qualité soit de membre d'un tribunal, de commissaire du Gouvernement, de juge d'Instruction ou de greffier auprès du tribunal militaire, soit encore comme officier de Police judiciaire ;

d) Les supérieurs hiérarchiques directs et les subordonnés du comparant ;

e) Les personnes qui, en raison de leur fonction, ont eu à traiter de l'affaire ;

f) Les militaires membres d'un précédent Conseil d'Enquête ayant traité la même affaire.

**ARTICLE 7**

Dans le cas où plusieurs Militaires sont impliqués dans une même affaire, ils comparaissent devant un seul Conseil d'Enquête dont la composition est déterminée au tableau ci-après en fonction du comparant le plus ancien dans le grade le plus élevé. Pour chaque comparant autre que celui-ci, le Conseil est élargi à deux membres détenant le même grade et relevant de la même Armée, de la même Arme ou du même Service commun.

<b>GRADE DU COMPARANT</b>	<b>GRADE DU PRESIDENT</b>	<b>GRADE DU RAPPORTEUR</b>	<b>NOMBRE ET GRADE DES ASSESSEURS</b>
Militaire du Rang	Commandant	Lieutenant	Un Capitaine Un Lieutenant Un Sous-Officier Un Militaire du Rang
Sous-Officier	Commandant	Lieutenant	Un Capitaine Un Lieutenant Deux Sous-Officiers
Sous-Lieutenant	Colonel ou Lieutenant-Colonel	Lieutenant	Un Commandant Un Capitaine Un Lieutenant Un Sous-Lieutenant
Lieutenant	Colonel ou Lieutenant-Colonel	Lieutenant	Un Commandant Deux Capitaines Un Lieutenant
Capitaine	Colonel	Capitaine	Un Lieutenant-Colonel Deux Commandants Un Capitaine
Commandant	Colonel	Commandant	Un Colonel Deux Lieutenants - Colonels Un Commandant
Lieutenant-Colonel	Général ou Colonel	Lieutenant-Colonel	Deux Colonels Deux Lieutenants-Colonels
Colonel	Général	Colonel	Quatre Colonels
Colonel Major	Général	Colonel Major	Deux Généraux Deux Colonels Majors
Général	Général	Général	Quatre Généraux

## **CHAPITRE 2 - L'ENVOI DEVANT LE CONSEIL D'ENQUETE**

### **ARTICLE 8 nouveau (Décret n° 98-147 du 25 /03/1998)**

Les autorités compétentes pour demander l'envoi d'un militaire devant le Conseil d'Enquête sont le chef d'Etat-Major des Armées et le commandant supérieur de la Gendarmerie nationale.

### **ARTICLE 9**

La saisine du Conseil d'Enquête est ordonnée par le Ministre de la Défense ou son délégué. L'ordre d'envoi mentionne :

- les faits motivant la saisine ;
- les sanctions disciplinaires éventuelles infligées au Militaire dans le cas de l'affaire motivant la saisine du Conseil d'Enquête ;
- les sanctions professionnelles ou statutaires susceptibles d'être prononcées à l'encontre du comparant ;
- la composition du Conseil d'Enquête, avec les membres suppléants, constitué en conformité des articles 2 à 7 ci-avant.

### **ARTICLE 10**

L'ordre d'envoi devant le Conseil d'Enquête rappelle au Militaire la possibilité de se faire assister par un défenseur de son choix. Celui-ci peut être un Militaire ou un Avocat inscrit au Tableau de l'ordre des Avocats.

### **ARTICLE 11 nouveau (Décret n° 98-147 du 25 /03/1998)**

Lorsqu'un militaire est susceptible d'être envoyé devant le Conseil d'Enquête, l'autorité qui demande l'envoi établit un rapport éventuellement accompagné d'une proposition de plainte. L'auteur du rapport formule ses conclusions et transmet celui-ci par la voie hiérarchique à l'autorité ayant pouvoir d'ordonner l'ordre d'envoi. Ce rapport peut être un procès-verbal de Gendarmerie. Dans tous les cas, ledit rapport est accompagné d'un rapport circonstancié du militaire mis en cause.

## **ARTICLE 12**

L'Autorité qualifiée pour ordonner l'envoi devant le Conseil d'Enquête peut, lorsqu'elle le juge opportun, décider de déférer d'office l'intéressé devant ledit Conseil.

## **ARTICLE 13 nouveau (Décret n° 98-147 du 25 /03/1998)**

L'ordre d'envoi devant le Conseil d'Enquête est notifié par bordereau au militaire concerné lequel accuse réception. Le comparant fait connaître au président, dans un délai de huit jours à compter de la date de notification, le nom de son défenseur et ses éventuelles récusations contre certains membres du Conseil d'Enquête. Il a le droit de récuser au plus deux membres. Ce droit, ne peut être exercé qu'une seule fois.

Le droit de récusation est personnel. En conséquence, dans le cas de pluralité de comparants devant le même Conseil, la récusation ne s'applique qu'à celui qui l'a invoquée.

## **CHAPITRE 3 - LE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ENQUETE**

### ***Section première - Les attributions du Président***

## **ARTICLE 14 nouveau (Décret n° 98-147 du 25 /03/1998)**

Le président du Conseil d'Enquête :

- Détermine le lieu et le jour de la réunion du Conseil. Un délai de huit jours francs au moins doit être observé entre la date de la notification et celle de la réunion à compter de la date de la notification de la convocation

- Convoque, d'office ou sur demande du comparant, les personnes dont l'audition peut être utile pour l'examen de l'affaire ;

Notifie au comparant et à son défenseur, si celui-ci est désigné la décision de convocation du Conseil d'Enquête celle-ci précise qu'en cas de non-comparution, il sera passé outre ;

- convoque les membres du Conseil d'Enquête et les suppléants, lesquels sont tenus de lui accuser réception de la convocation.

## **ARTICLE 15**

Si le Militaire déferé invoque un empêchement à comparaître que le Président estime injustifié, la décision de convocation est confirmée par une lettre rappelant qu'en cas d'absence il sera passé outre. Dans le cas contraire, la lettre fixe la nouvelle date de réunion du Conseil d'Enquête.

## **ARTICLE 16**

Le Président du Conseil d'Enquête ordonne le report d'une réunion si les faits de la cause nécessitent un complément d'enquête et notifie à tous les intéressés l'ordre de report.

## **ARTICLE 17**

Le Conseil d'Enquête ne peut siéger que si tous les membres sont présents.

Si un ou plusieurs membres sont indisponibles, le Président convoque le ou les premiers suppléants dans l'ordre de la liste établie en conformité des dispositions de l'article 2 ci-avant. Il en est de même en cas de récusation.

Le comparant et son défenseur sont informés des modifications intervenues dans la composition du Conseil et des motifs du remplacement.

## ***Section 2 - Les attributions du rapporteur***

## **ARTICLE 18**

Le rapporteur diligente l'enquête sur l'affaire et en présente les résultats au Conseil d'Enquête avec la plus stricte impartialité.

## **ARTICLE 19**

Dès qu'il est en possession de l'ordre d'envoi, le rapporteur convoque le Militaire soumis à l'enquête et son défenseur. Il établit un état récapitulatif de toutes les pièces versées au dossier.

Si le Militaire concerné ou son défenseur ne répond pas à la convocation ou refuse de collaborer à l'enquête, le rapporteur la diligente seul et en fait mention dans le procès-verbal.

## **ARTICLE 20**

Le rapporteur entend le Militaire et tout témoin sur procès-verbal en y mentionnant les pièces et écrits produits.

## **ARTICLE 21 nouveau (Décret n° 98-147 du 25 /03/1998)**

Le rapporteur communique les pièces du dossier au militaire et à son défenseur qui en prennent connaissance sur place. Mention de cette communication est faite au dossier. Toutefois, ceux-ci ne peuvent en prendre copie.

## **ARTICLE 22**

Après clôture de l'enquête, le rapporteur dresse un rapport qui rappelle les faits reprochés et les faits constatés avec leurs conséquences aux plans professionnel, disciplinaire, statuaire et, le cas échéant, pénal.

Le rapport rappelle également les états des services du comparant ainsi que les appréciations qui lui ont été attribuées au cours des cinq dernières années. Il ne doit comporter aucun avis personnel, en particulier celui du rapporteur.

Le rapport ne doit être communiqué ni au comparant ni à son défenseur.

## **ARTICLE 23**

L'ensemble du dossier constitué par le rapporteur est transmis directement au Président du Conseil d'Enquête.

## **DISPOSITIONS FINALES**

### ***Section 3 - Les réunions du Conseil d'Enquête***

## **ARTICLE 24 nouveau (Décret n° 98-147 du 25 /03/1998)**

Le Conseil d'Enquête se réunit à huis clos en chaque fois que de besoin, sur convocation du président.

Le rapporteur ayant instruit l'affaire siège au Conseil. Il présente le dossier et répond à toutes les questions concernant son rapport.

Le président du Conseil d'Enquête désigne, pour consigner les débats, un des membres du Conseil.

**ARTICLE 25 nouveau**  
**(Décret n° 98-147 du 25 /03/1998)**

A l'ouverture de la séance, le président, après avoir fait introduire le mis en cause et son défenseur lorsque celui-ci est désigné, donne lecture de l'ordre d'envoi et des dispositions légales et réglementaires sur lesquelles est fondé le dossier en cause ainsi que, éventuellement, les textes particuliers régissant le comparant. Il procède aux interrogatoires et auditions, la qualification des faits pouvant être révisée par le Conseil.

Lorsqu'un membre titulaire est absent, il est remplacé par son suppléant.

La séance peut être reportée lorsque, en raison d'un empêchement justifié, le comparant ou son défenseur n'est pas présent. Dans ce cas, le président fait mentionner au procès-verbal les absences constatées et la décision qu'il a prise en conséquence. Les convocations faisant suite aux décisions de report de séance ne donnent pas lieu à observation d'un quelconque délai.

Le président informe les membres du Conseil, le mis en cause et son défenseur que, la séance se déroulant à huis clos, ils sont tenus au secret.

**ARTICLE 26 nouveau**  
**(Décret n° 98-147 du 25 /03/1998)**

Les procédures relatives à l'examen du dossier par le Conseil d'Enquête, au déroulement des séances et aux interventions du Militaire concerné ou de son défenseur ainsi que les procédures de vote visées à l'article 27 ci-après sont fixées par arrêté du Ministre de la Défense.



#### ***Section 4 - Délibéré et vote du Conseil d'Enquête***

##### **ARTICLE 27 nouveau (Décret n° 98-147 du 25 /03/1998)**

Après les débats, plaidoiries ou dépôts de conclusions, le président du Conseil d'Enquête invite le rapporteur, le comparant et son défenseur à se retirer. Il met alors l'affaire en délibéré.

##### **ARTICLE 28**

Après que les membres se sont déclarés suffisamment informés, le Président clôt le délibéré et fait immédiatement procéder au vote à bulletin secret. Tous les membres du Conseil d'Enquête votent, chacun disposant d'une voix.

L'avis du Conseil d'Enquête est acquis à la majorité simple.

##### **ARTICLE 29**

En cas d'avis négatif quant à la sanction proposée dans l'ordre d'envoi, le Président soumet à nouveau la question au vote en indiquant, le cas échéant, la sanction immédiatement inférieure à la précédente dans l'échelle des sanctions applicables au mis en cause.

##### **ARTICLE 30**

En cas d'avis positif pour une sanction de retrait d'emploi ou pour une sanction de rétrogradation, il est statué après débat, sur la durée dudit retrait et sur le grade auquel le Militaire concerné devrait être rétrogradé.

#### ***Section 5 - Clôture des travaux du Conseil d'Enquête***

##### **ARTICLE 31**

Après l'achèvement des procédures de vote, le procès-verbal de la réunion est rédigé séance tenante, par le rapporteur désigné par le Président conformément aux dispositions de l'article 24, avant la dissolution du Conseil d'Enquête.

Ledit procès-verbal, coté et paraphé à chaque page par le Président, mentionne notamment chaque question posée par lui et l'avis donné par le Conseil "à la majorité des voix". Aucune indication numérique sur la répartition des voix n'est portée au procès-verbal.

Le procès-verbal est arrêté et signé sur place par tous les membres du Conseil d'Enquête.

### **ARTICLE 32**

Le Président peut rédiger un rapport explicatif distinct du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Enquête, notamment :

- s'il a été répondu négativement à toutes les questions en raison de l'inexistence des faits reprochés ou du fait que les mesures proposées ont été jugées trop rigoureuses ou inopportunes au regard, soit de l'acte commis, soit de l'état de santé du comparant ;
- si l'enquête a révélé des faits graves imputables à d'autres Militaires ou justifiant l'ouverture d'une action pénale.

### **ARTICLE 33**

Le Conseil d'Enquête constitué au titre d'une affaire est dissous de plein droit après avoir donné son avis.

### **ARTICLE 34 nouveau (Décret n° 98-147 du 25 /03/1998)**

Le procès-verbal de la séance du Conseil d'Enquête, accompagné de l'ensemble du dossier et des documents reçus ou établis au cours de la procédure, est adressé par le président directement au ministre de la Défense. Celui-ci peut, lorsqu'il le juge nécessaire, convoquer un nouveau conseil pour un réexamen de l'affaire.

La décision finale est prise par le Président de la République ou le ministre de la Défense, conformément aux dispositions de l'article 145 du décret n° 96-574 susvisé portant règlement de service et de discipline générale dans les Forces Armées

## **Section 6 - Cas particulier du Militaire illégalement absent**

### **ARTICLE 35**

Dans le cas particulier d'un Militaire illégalement absent, les procédures d'envoi devant le Conseil d'Enquête et les travaux de celui-ci sont effectués en l'absence, dûment constatée, de l'intéressé.

### **DISPOSITIONS PARTICULIERES**

#### **ARTICLE 36**

L'avis du Conseil d'Enquête ne lie pas l'Autorité compétente pour prendre la décision quant à la sanction à appliquer. La décision prise après cet avis est notifiée par écrit et par la voie hiérarchique au Militaire en cause, avec référence expresse au procès-verbal du Conseil d'Enquête.

#### **ARTICLE 37**

Le délai entre la date de la notification de l'ordre d'envoi du Militaire devant le Conseil d'Enquête et celle de la notification de la décision de la sanction ne peut excéder une durée de trois mois.

### **DISPOSITIONS FINALES**

#### **ARTICLE 38**

Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures qui lui sont contraires.

#### **ARTICLE 39**

Le Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

**DECRET N° 96-572 DU 31 JUILLET 1996  
DETERMINANT LES CONDITIONS  
D'ENTREE DANS LA CARRIERE MILITAIRE**

## **DISPOSITIONS PRELIMINAIRES**

### **ARTICLE PREMIER**

Sans préjudice des conditions générales de recrutement dans les Forces Armées Nationales, les candidats à l'entrée dans la carrière Militaire doivent satisfaire aux conditions déterminées par le présent décret.

### **ARTICLE 2**

L'aptitude physique et mentale exigée pour l'exercice de la Fonction Militaire est attestée par le Service de Santé des Armées après examens et tests médicaux appropriés, dans les limites et conditions fixées par arrêté du Ministre de la Défense.

### **ARTICLE 3**

Pour chacune des catégories de la hiérarchie générale, le recrutement des Militaires de carrière est effectué par rapport aux cadres organiques des Forces Armées Nationales, dans la limite des effectifs budgétaires retenus.

### **ARTICLE 4**

Le recrutement pour l'entrée dans la carrière Militaire est effectué par voie externe ou par voie interne, sur titre ou sur concours, en conformité des dispositions respectivement prévues aux articles 6 à 19 ci-après.

### **ARTICLE 5**

L'équivalence de certains diplômes visés aux articles 7, 8, 9 et 19, selon le cas par rapport au Certificat d'Études Primaires Élémentaires, au Brevet d'Études du Premier Cycle, au Baccalauréat ou aux diplômes universitaires, est reconnue en conformité de la réglementation applicable en la matière.

## **CHAPITRE PREMIER - LE RECRUTEMENT PAR VOIE EXTERNE**

### **ARTICLE 6**

Le recrutement par voie externe, sur titre ou sur concours, est réservé aux candidats remplissant les conditions d'âge et de diplômes déterminées aux articles 7 à 10 ci-après.

Les titulaires d'un diplôme d'une des écoles militaires agréées visées aux articles 7 à 9 ci-après sont, dans tous les cas, recrutés sur titre. Les titulaires d'autres diplômes sont recrutés sur titre ou sur concours dans les limites et conditions fixées par arrêté du Ministre de la Défense.

#### **ARTICLE 7**

Les candidats au recrutement dans la carrière, par voie externe en qualité de Militaires du rang, doivent être âgés de dix-huit ans au moins et de vingt-cinq ans au plus et titulaires d'un diplôme d'une école Militaire agréée, du Certificat d'Études Primaires Élémentaires ou d'un diplôme reconnu équivalent.

#### **ARTICLE 8**

Les candidats au recrutement dans la carrière, par voie externe en qualité de Sous-Officiers, doivent être âgés de dix-huit ans au moins et de vingt-cinq ans au plus et titulaires d'un diplôme d'une école Militaire agréée, du Brevet d'Études du Premier Cycle ou d'un diplôme reconnu équivalent.

#### **ARTICLE 9**

Les candidats au recrutement dans la carrière, par voie externe en qualité d'Officiers, doivent être âgés de vingt ans au moins et de trente ans au plus et titulaires d'un diplôme d'une école Militaire agréée ou d'un diplôme d'enseignement supérieur reconnu.

#### **ARTICLE 10**

Les conditions d'âge visées aux articles 7, 8 et 9 ci-avant sont prises en compte :

1° pour les candidats au recrutement sur concours, au premier jour de l'année dudit concours ;

2° pour les candidats admis sur titre, à la date de leur entrée dans une des écoles Militaires agréées ou le cas échéant, pour les titulaires de certains diplômes, à la date de leur recrutement à titre définitif.

#### **ARTICLE 11**

Le recrutement dans la carrière par voie externe prend effet :

1° pour les titulaires d'un diplôme d'une école Militaire agréée, avec bénéfice de rétroactivité, à la date d'admission dans ladite école ;

2° dans les autres cas, la date du recrutement.

## **ARTICLE 12**

A compter de la date de leur recrutement, les candidats à l'entrée dans la carrière Militaire, autres que les diplômés d'une école Militaire agréée, sont soumis à une période probatoire dont la durée est fixée par arrêté du Ministre de la Défense, en fonction du Corps statutaire.

## **ARTICLE 13**

Durant la période probatoire, les candidats à l'entrée dans la carrière Militaire sont soumis aux dispositions de la loi portant Code de la Fonction Militaire, en particulier celles prévues par les articles 3 à 53 et 55 à 58, relatives aux devoirs, aux interdictions et obligations, à l'autorité, aux responsabilités, à la discipline, à la protection des Militaires, aux droits et libertés, à la hiérarchie ainsi qu'à la notation et à l'avancement.

## **ARTICLE 14**

Durant la période probatoire visée à l'article 12 ci-avant, les Militaires peuvent faire l'objet d'une mesure de révocation pour inaptitude à la Fonction Militaire, prise par décision du Ministre de la Défense.

## **ARTICLE 15**

A l'issue de la période probatoire, les candidats n'ayant pas satisfait aux exigences et conditions de la Fonction Militaire sont rendus à la vie civile.

Les candidats ayant satisfait aux exigences et conditions de la Fonction Militaire sont nommés à titre définitif :

1° par le Président de la République dans le cas des Officiers ;

2° par le Ministre de la Défense dans les autres cas.

La période probatoire est prise en compte pour le calcul de la durée des services.

## **ARTICLE 16**

Les écoles Militaires visées aux articles ci-avant sont des établissements de formation Militaire. Elles sont agréées par arrêté du Ministre de la Défense.

## **CHAPITRE 2 - LE RECRUTEMENT PAR VOIE INTERNE**

### **ARTICLE 17**

Le recrutement par voie interne est réservé, sur concours, aux candidats faisant partie des Forces Armées Nationales en qualité :

- 1° d'appelés du Service National ;
- 2° de personnels servant sous contrat.

Les modalités particulières applicables dans chacun des deux cas ci-avant sont déterminées par arrêté du Ministre de la Défense, en fonction de l'Arme ou du Corps statutaire.

Les décisions de recrutement et de nomination par voie interne sont prises par les mêmes Autorités que celles prévues à l'article 15 ci-avant.

### **ARTICLE 18**

Les mêmes conditions d'âge que celles applicables aux candidats recrutés par voie externe, déterminées aux articles 7 à 9 ci-avant, sont exigées des candidats à l'entrée dans la carrière recrutés par voie interne.

Avant leur nomination à titre définitif, ces candidats sont également soumis à une période probatoire, aux mêmes conditions de service et de recrutement que celles prévues par les articles 12 à 15. Outre la période probatoire, les services antérieurs effectués par les candidats, à titre d'appelés du Service National ou sous contrat, sont pris en compte pour le calcul de la durée des services.

### **ARTICLE 19**

Les candidats au recrutement dans la carrière Militaire par voie interne doivent être au moins titulaires des diplômes ci-après :



1° le Certificat d'Études Primaires Élémentaires ou un diplôme reconnu équivalent dans le cas d'un recrutement en qualité de Militaire du rang ;

2° le Brevet d'Études du Premier Cycle ou un diplôme reconnu équivalent dans le cas d'un recrutement en qualité de Sous-Officier ;

3° le Baccalauréat ou un diplôme reconnu équivalent dans le cas d'un recrutement en qualité d'Officier.

## **DISPOSITIONS FINALES**

### **ARTICLE 20**

Les conditions d'entrée dans la carrière applicables aux Militaires en activité à la date de la promulgation de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 sont déterminées par décret particulier.

### **ARTICLE 21**

Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures qui lui sont contraires.

### **ARTICLE 22**

Le Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

**DECRET N° 96-573 DU 31 JUILLET 1996  
DETERMINANT LES REGLES APPLICABLES  
AUX POSITIONS DES MILITAIRES DE CARRIERE  
DES FORCES ARMEES NATIONALES**

## **ARTICLE PREMIER**

Les règles déterminées par le présent décret concernent :

- la position d'activité ;
- la position de non-activité ;
- la position de service détaché ;
- la position hors cadres.

## **CHAPITRE PREMIER - LA POSITION D'ACTIVITE**

### **ARTICLE 2**

Le Militaire de carrière est de plein droit en position d'activité à compter de la date de son recrutement.

### **ARTICLE 3**

Demeure en position d'activité, le Militaire placé dans l'une des situations suivantes : congé de maladie, congé pour couches et allaitement, congé de reconversion, congé de fin de campagne et captivité.

### ***Section première - Le congé de maladie***

### **ARTICLE 4**

Le Militaire en position d'activité qu'une blessure ou une maladie a mis momentanément dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions a droit à un congé de maladie.

Le congé de maladie est accordé pour une durée maximale de six mois consécutifs, le Militaire conservant le bénéfice de sa solde et de la gratuité du logement.

### **ARTICLE 5**

Le congé de maladie recouvre les périodes de soins à domicile, les séjours dans les infirmeries ou les établissements hospitaliers, les périodes de convalescence et de rééducation fonctionnelle ainsi que les traitements curatifs éventuels.

## **ARTICLE 6**

Le congé de maladie intervenant pendant une période de congé annuel en interrompt le déroulement, l'intéressé conservant le droit à la fraction de congé annuel dont il n'a pas pu bénéficier.

## **ARTICLE 7**

Le Militaire en congé de maladie pendant plus de six mois consécutifs est placé, selon le cas, en congé de longue durée pour maladie ou en congé pour raison de santé et se trouve de ce fait en position de non-activité dans les conditions déterminées aux articles 21 à 32 ci-après.

### ***Section 2 - Le congé pour couches et allaitement***

## **ARTICLE 8**

Le Militaire féminin en position d'activité, dont l'état de grossesse a été médicalement constaté, a droit à un congé pour couches et allaitement dans les limites et conditions prévues par la législation du travail, le Militaire conservant le bénéfice de sa solde et de la gratuité du logement.

### ***Section 3 - Le congé de reconversion***

## **ARTICLE 9**

Après vingt-cinq années de service, le Militaire, en vue de son retour à la vie civile, peut bénéficier, à sa demande, d'un congé de reconversion afin de pouvoir rechercher ou postuler un emploi ou d'effectuer un stage d'essai.

## **ARTICLE 10**

Le congé de reconversion est accordé avec solde pour une durée maximale de six mois et jusqu'au jour fixé pour le retour du Militaire à la vie civile.

Le Militaire en congé de reconversion ne perçoit plus les primes de qualification et les indemnités particulières liées aux fonctions exercées. Il conserve le bénéfice de la gratuité du logement et des soins médicaux.

## **ARTICLE 11**

Le Militaire bénéficiaire d'un congé de reconversion pour effectuer un stage d'essai ne peut percevoir, au titre de ce stage, que des indemnités destinées à couvrir les responsabilités assumées ou les frais découlant des fonctions exercées.

### ***Section 4 - Le congé de fin de campagne***

## **ARTICLE 12**

A l'issue d'une campagne, le Militaire a droit à un congé de fin de campagne.

## **ARTICLE 13**

Le congé de fin de campagne est accordé avec solde, le Militaire continuant à bénéficier de la gratuité du logement.

La durée du congé de fin de campagne correspond à la durée totale des congés annuels dont le Militaire n'a pu bénéficier en raison de la campagne. Elle ne peut toutefois excéder six mois.

## **ARTICLE 14**

Le Militaire en congé de fin de campagne bénéficie des avantages attachés à cette campagne.

## **ARTICLE 15**

Les congés de maladie et les congés pour couches et allaitement interrompent le congé de fin de campagne, le Militaire conservant, pendant un an, le droit à la fraction de congé dont il n'a pas bénéficié.

### ***Section 5 - La captivité***

## **ARTICLE 16**

La captivité est la situation du Militaire capturé par l'ennemi et retenu contre son gré ou pris et maintenu en otage.

Si la capture ou la prise en otage du Militaire a été précédée ou rendue possible par la commission de l'une des infractions visées par le Code pénal en ses articles 435 à 500, l'intéressé est placé dans la situation de retrait d'emploi définie aux articles 43 et 44 du présent décret.

#### **ARTICLE 17**

Le temps passé en captivité comporte le maintien des droits et avantages de campagne et de solde attachés aux opérations auxquelles participait le Militaire au moment de sa capture ou de sa prise en otage.

#### **ARTICLE 18**

La captivité est constatée par l'Autorité Militaire. Le Ministre de la Défense en est informé dans les meilleurs délais.

#### **ARTICLE 19**

Le Militaire porté disparu est assimilé au Militaire en situation de captivité, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 18 de la loi n° 95-695 du 7 Septembre 1995 susvisée, en cas de constat de désertion.

### **CHAPITRE 2 - LA POSITION DE NON-ACTIVITE**

#### **ARTICLE 20**

Le Militaire est en position de non-activité lorsqu'il se trouve dans l'une des situations ci-après :

- en congé de longue durée pour maladie ;
- en congé pour raison de santé ;
- en congé du personnel navigant aérien ;
- en disponibilité ;
- en retrait d'emploi.

#### ***Section première - Le congé de longue durée pour maladie***

#### **ARTICLE 21**

Le Militaire atteint d'une affection, lésion ou infirmité dont la gravité entraîne une incapacité à exercer momentanément ses fonctions pendant plus de six mois et rend nécessaire un traitement médical de longue durée, a droit à un congé de longue durée pour maladie.

## **ARTICLE 22**

Les affections, lésions ou infirmités donnant droit à un congé de longue durée pour maladie ainsi que les limites et conditions dans lesquelles ledit congé est accordé sont déterminées par arrêté du Ministre de la Défense après avis du Ministre de la Santé Publique.

## **ARTICLE 23**

Le bénéfice du congé de longue durée pour maladie est ouvert au Militaire se trouvant en position d'activité, de service détaché ou de non-activité.

## **ARTICLE 24**

Le congé de longue durée pour maladie est accordé après avis de la Commission de Réforme consultée en conformité des dispositions de l'article 109 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée.

## **ARTICLE 25**

Le congé de longue durée pour maladie est accordé par périodes de six mois renouvelables.

Lorsque l'affection, la lésion ou l'infirmité y donnant droit est imputable au service, la durée maximale dudit congé est fixée à huit années. Cette durée maximale est de cinq années lorsque l'affection, la lésion ou l'infirmité n'est pas imputable au service.

Dans les deux cas, le Militaire perçoit, en leur totalité, la solde de base, l'indemnité pour charges Militaires, l'indemnité de résidence et les prestations familiales. Il ne perçoit plus les primes de qualification et les indemnités particulières liées aux fonctions exercées. Il conserve le bénéfice du logement et des soins médicaux.

## **ARTICLE 26**

Le Militaire en congé de longue durée pour maladie continue à figurer sur la liste d'ancienneté et concourt pour l'avancement.

Le temps passé en congé de longue durée pour maladie est pris en compte pour le calcul des droits à pension de retraite ou à solde de réforme. Il ne l'est pas pour le calcul des droits à congé annuel.

## **ARTICLE 27**

Le Militaire qui, après un congé de longue durée pour maladie, ne peut reprendre le service ou qui, l'ayant repris, se trouve contraint de le cesser à nouveau en raison d'une des affections, lésions ou infirmités déterminées par l'arrêté visé à l'article 22 ci-avant, est mis à la retraite ou réformé pour invalidité ou pour aptitude physique insuffisante en conformité des dispositions des articles 70 et 73 de la loi n° 95-695 du 7 Septembre 1995 susvisée.

## **ARTICLE 28**

Le Militaire en congé de longue durée pour maladie peut obtenir sa mise à la retraite, à tout moment et à sa demande, en conformité des dispositions du 2° de l'article 70 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée.

## ***Section 2 - Le congé pour raison de santé***

## **ARTICLE 29**

Le Militaire atteint d'une affection, lésion ou infirmité autre que celles déterminées en conformité des dispositions de l'article 22 ci-avant, dans l'impossibilité d'occuper un emploi après avoir épuisé les droits à congé de maladie prévus aux articles 4 à 7 ci-avant, est placé en congé pour raison de santé pour une durée maximale de quatre ans après avis de la Commission de Réforme consultée conformément aux dispositions de l'article 109 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée.

## **ARTICLE 30**

Lorsque l'affection, la lésion ou l'infirmité ouvrant droit au congé pour raison de santé est imputable au service, la durée maximale dudit congé est de quatre ans. Cette durée maximale est de trois ans lorsque l'affection, la lésion ou l'infirmité n'est pas imputable au service.

Dans les deux cas, le Militaire perçoit, en leur totalité, la solde de base, l'indemnité pour charges Militaires, l'indemnité de résidence et les prestations familiales. Il ne perçoit plus les primes de qualification ni les indemnités particulières liées aux fonctions exercées. Il conserve le bénéfice du logement et des soins médicaux.



### **ARTICLE 31**

Le Militaire en congé pour raison de santé continue à figurer sur la liste d'ancienneté et concourt pour l'avancement.

Le temps passé en congé pour raison de santé est pris en compte pour le calcul des droits à pension de retraite ou à solde de réforme. Il ne l'est pas pour le calcul des droits à congé annuel.

### **ARTICLE 32**

Le Militaire de carrière qui, après un congé pour raison de santé au titre d'une même affection, lésion ou infirmité, ne peut reprendre le service ou qui, l'ayant repris, est contraint de le cesser à nouveau sans pouvoir bénéficier, soit d'un autre congé pour raison de santé au titre d'une autre affection, lésion ou infirmité, soit d'un congé de longue durée pour maladie, est mis d'office à la retraite ou réformé pour invalidité ou pour aptitude physique insuffisante, en conformité des dispositions des articles 70 ou 73 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisé.

### ***Section 3 - Le congé du personnel navigant aérien***

### **ARTICLE 33**

Le contingent annuel prévu à l'alinéa précédent est fixé par arrêté du Ministre de la Défense.

### **ARTICLE 34**

La durée du congé du personnel navigant aérien ne peut excéder trois ans.

Le Militaire en congé du personnel navigant aérien perçoit, en leur totalité, la solde de base, l'indemnité pour charges Militaires, l'indemnité de résidence et les prestations familiales. Il ne perçoit plus les primes de qualification ni les indemnités particulières liées aux fonctions exercées. Il conserve le bénéfice du logement et des soins médicaux.

A l'expiration du congé, le Militaire est, selon le cas, réintégré dans ses fonctions, affecté à d'autres fonctions ou mis d'office à la retraite.

## **ARTICLE 35**

Le Militaire en congé du personnel navigant aérien continue à figurer sur la liste d'ancienneté et concourt pour l'avancement.

Le temps passé en congé du personnel navigant aérien est pris en compte pour le calcul des droits à pension de retraite ou à solde de réforme. Il ne l'est pas pour le calcul des droits à congé annuel.

## ***Section 4 - La disponibilité***

### **ARTICLE 36**

La disponibilité est la situation du Militaire de carrière admis, à sa demande, à cesser temporairement de servir dans les Forces Armées Nationales.

La disponibilité est accordée, selon le cas :

1° pour convenances personnelles ;

2° pour se présenter à une élection et exercer un mandat public électif.

### **ARTICLE 37**

Le Militaire en disponibilité n'a plus droit à la solde ni aux avantages divers attachés à la position d'activité. Il perd également le bénéfice de la gratuité du logement.

#### ***1 - La disponibilité pour convenances personnelles***

### **ARTICLE 38**

La disponibilité pour convenances personnelles peut être accordée pour une période d'une durée maximale de cinq années, renouvelable une seule fois.

### **ARTICLE 39**

Le temps passé en disponibilité pour convenances personnelles n'est pas pris en compte pour l'avancement et pour le calcul des droits à congé annuel. Il peut être pris en compte pour le calcul des droits à pension

de retraite ou à solde de réforme, sous réserve de reversement par l'intéressé, au Trésor Public ou à l'organisme agréé, d'une contribution égale à la retenue pour pension qui aurait été effectuée en cas de service en position d'activité.

Pour pouvoir bénéficier de la disposition prévue à l'alinéa précédent, le Militaire doit solliciter et obtenir l'autorisation expresse du Ministre de la Défense.

#### **ARTICLE 40**

Le Militaire en disponibilité pour convenances personnelles est autorisé à exercer une activité lucrative. Il est tenu d'en informer l'Autorité Militaire.

#### **ARTICLE 41**

La disponibilité pour convenances personnelles prend fin :

1° par réintégration à l'issue de la période de disponibilité ou, sur demande, avant la fin de cette période. Dans ce dernier cas, la réintégration est accordée dans la limite des vacances budgétaires ;

2° par mise à la retraite, d'office ou sur demande agréée, précédée ou non du congé de reconversion visé aux articles 9 à 11 du présent décret.

#### ***2 - La disponibilité pour se présenter à une élection et exercer un mandat public électif***

#### **ARTICLE 42**

Le temps passé en disponibilité pour se présenter à une élection et exercer un mandat public électif n'est pas pris en compte pour l'avancement, pour le calcul du droit à congé annuel ni pour celui des droits à pension de retraite ou à solde de réforme. Dans le cas où le Militaire concerné n'a pas été élu et s'il souhaite valider la période passée en disponibilité, il est tenu d'en faire la demande et, en cas d'agrément, de verser au Trésor Public ou à l'Organisme agréé, une contribution égale à la retenue pour pension qui aurait été effectuée en cas de service en position d'activité.

## **Section 5 - Le retrait d'emploi**

### **ARTICLE 43**

Le retrait d'emploi est une sanction statutaire infligée au Militaire de carrière dans les limites et conditions déterminées par décret.

### **ARTICLE 44**

Le Militaire en situation de retrait d'emploi n'a droit ni à la solde de base ni à aucune autre indemnité, à l'exception des prestations familiales. Il conserve le bénéfice de la gratuité du logement.

Le temps passé dans cette situation ne compte ni pour l'avancement, ni pour les droits à pension de retraite ou à solde de réforme. La durée maximale du retrait d'emploi est de trois années ; la durée minimale est de six mois.

Pendant la durée du retrait d'emploi, le Militaire peut être autorisé à exercer une activité lucrative.

## **CHAPITRE 3 - LA POSITION DE SERVICE DETACHE**

### **ARTICLE 45**

Le placement en position de service détaché, au titre de laquelle le Militaire de carrière est autorisé à interrompre temporairement sa position d'activité est prononcé, selon le cas, d'office ou sur demande.

### **ARTICLE 46**

Sans préjudice des dispositions particulières applicables en cas de détachement pour exercer une fonction ministérielle ou de représentation diplomatique, la rémunération du Militaire en position de service détaché est prise en charge par l'Administration, l'entreprise publique ou privée, l'Etat étranger ou l'Organisme international de détachement.

Dans ces cas, la rémunération prise en charge ne peut être inférieure à la solde et aux autres avantages, en espèces ou en nature, dont bénéficiait le Militaire intéressé.

## **ARTICLE 47**

Le Militaire en position de service détaché conserve le bénéfice de l'avancement. Il demeure affilié au régime général des pensions. Toutefois, pour la conservation de ses droits au titre dudit régime général des pensions, le Militaire en position de service détaché est tenu de verser au Trésor Public ou à l'organisme agréé, une contribution égale à la retenue pour pension qui aurait été prélevée sur sa solde d'origine.

## **CHAPITRE 4 - LA POSITION HORS CADRES**

### **ARTICLE 48**

Le Militaire de carrière placé en position hors cadres, cesse de figurer sur la liste d'ancienneté, de bénéficier des droits à l'avancement, à la solde et aux autres avantages divers et d'acquiescer le droit à pension de retraite ou à solde de réforme.

### **ARTICLE 49**

Le Militaire de carrière placé en position hors cadres peut, à sa demande, être rappelé en activité et réintégré dans les Forces Armées. Dans ce cas, s'il souhaite valider les services prestés hors cadres au titre du droit à pension ou à solde de réforme, il est tenu de verser au Trésor Public ou à l'organisme agréé une contribution égale à la retenue pour pension qui aurait été effectuée en service.

### **ARTICLE 50**

Le placement des Officiers en position de service détaché, en position hors cadres, en disponibilité et en retrait d'emploi est prononcé par décret. Dans tous les autres cas et pour les Militaires de tous grades, la décision est prise par arrêté du Ministre de la Défense.

### **ARTICLE 51**

Le Ministre de la Défense détermine par arrêté les dispositions applicables en matière de position aux Militaires se trouvant en situation hors cadres aux termes des règles antérieures à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 portant Code de la Fonction Militaire.

## **DISPOSITIONS FINALES**

### **ARTICLE 52**

Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures qui lui sont contraires.

### **ARTICLE 53**

Le Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

**DECRET N° 96-574 DU 31 JUILLET 1996  
PORTANT REGLEMENT DE SERVICE ET DE DISCIPLINE  
GENERALE DANS LES FORCES ARMEES NATIONALES**

## **ARTICLE PREMIER**

Le service des armes, l'entraînement au combat, les nécessités de la sécurité et la disponibilité des forces exigent le respect par les Militaires d'un ensemble de règles particulières relatives au service et à la discipline, fondées sur le principe de l'obéissance aux ordres.

## **ARTICLE 2**

Les règles de service et de discipline répondent aux nécessités de la vie en communauté et aux exigences du combat. Les Militaires sont tenus d'en avoir une parfaite connaissance. Ces règles concernent :

- la hiérarchie Militaire et le commandement ;
- les devoirs ;
- les droits et libertés ;
- les récompenses ;
- les sanctions disciplinaires ;
- les sanctions professionnelles et les sanctions statutaires ;
- les règles particulières aux services sanitaires en opérations.

## **CHAPITRE PREMIER - LA HIERARCHIE MILITAIRE ET LE COMMANDEMENT**

### ***Section première - La hiérarchie Militaire***

## **ARTICLE 3**

L'organisation des Forces Armées Nationales est fondée sur la hiérarchie qui définit la place du Militaire et son niveau de responsabilité dans l'ordre des grades et, pour chaque grade, dans l'ordre d'ancienneté, les Militaires étant, dans l'exercice de leurs fonctions, subordonnés les uns aux autres.

## **ARTICLE 4**

Les grades peuvent faire l'objet d'appellations particulières, à raison des fonctions exercées.

Ces appellations ainsi que leur correspondance avec la hiérarchie générale sont précisées par arrêté du Ministre de la Défense.



## **ARTICLE 5**

Le grade consacre l'aptitude à occuper des emplois d'un certain niveau, à en assumer la responsabilité et à exercer l'autorité qui y est attachée.

Ces emplois sont respectivement :

1° pour les Militaires du rang, des emplois d'exécution, d'encadrement subalterne ou de spécialiste de premier niveau ;

2° pour les Sous-Officiers, des emplois d'exécution, d'encadrement et de commandement subalterne ainsi que des emplois spécialisés ou d'exécution à caractère administratif ou technique ;

3° pour les Officiers, des emplois d'encadrement et de commandement supérieur, des emplois de direction ou des emplois spécialisés à caractère administratif ou technique.

Pour l'ensemble des grades de chacune des catégories de la hiérarchie Militaire, les emplois correspondants sont déterminés par arrêté du Ministre de la Défense.

## **ARTICLE 6**

Le grade s'acquiert par nomination lors de l'admission dans une catégorie ou par promotion dans le cas d'un changement de grade à l'intérieur d'une même catégorie.

## **ARTICLE 7**

Le titulaire d'un grade a le droit et le devoir de faire respecter les règles de discipline par tous les Militaires placés après lui dans l'ordre hiérarchique même s'ils ne relèvent pas directement de son autorité.

## **ARTICLE 8**

Tout Militaire est tenu de se conformer aux instructions ou aux ordres d'un Militaire de grade inférieur, si ce dernier agit en vertu de consignes qu'il est chargé de faire appliquer.

## **Section 2 - Les appellations**

### **ARTICLE 9**

Les appellations utilisées dans les Forces Armées Nationales sont reprises au tableau ci-après en fin de chapitre. Le terme "Mon", contraction de "Monsieur le", n'est pas utilisé pour les appellations des Militaires féminins qui sont appelés par leur grade.

### **ARTICLE 10**

Les appellations déterminées au tableau prévu à l'article précédent sont utilisées par le subordonné s'adressant à un supérieur, verbalement ou par écrit.

Le supérieur appelle le subordonné par son grade, en ajoutant son nom s'il le juge opportun. Lorsque le subordonné est isolé, le supérieur peut l'appeler par son nom ou par l'appellation correspondant à son grade.

### **ARTICLE 11**

Les Militaires de 1<sup>ère</sup> classe et de 2<sup>ème</sup> classe sont appelés "soldat", "cavalier", "canonnier", "sapeur", "parachutiste", "matelot", "aviateur", ou toute autre appellation propre à leur Armée, Arme ou Service.

### **ARTICLE 12**

L'Officier de Marine commandant une unité est appelé "Commandant", quel que soit son grade.

## TABLEAU DES GRADES ET APPELLATIONS DANS LES FORCES ARMEES

ARMEE DE TERRE, ARMEE DE L'AIR, GENDARMERIE NATIONALE		MARINE NATIONALE	
<u>GRADES</u>	<u>APPELLATIONS</u>	<u>GRADES</u>	<u>APPELLATIONS</u>
Général d'Armée.....)		Amiral.....)	
Général de Corps d'Armée.....)		Vice-Amiral d'Escadre.....)	
Général de Division.....)	Mon Général	Vice-Amiral.....)	Amiral
Général de Brigade.....)		Contre-Amiral.....)	
Colonel Major.....)		Capitaine de Vaisseau Major.)	
Colonel.....)	Mon Colonel	Capitaine de Vaisseau.....)	Commandant
Lieutenant-Colonel.....)		Capitaine de Frégate.....)	
Commandant.....)			
Chef de Bataillon.....)	Mon	Capitaine de Corvette.....)	Commandant
Commandant			
Chef d'Escadron (s).....)			
Capitaine.....)	Mon Capitaine	Lieutenant de Vaisseau.....)	Capitaine
Lieutenant.....)		Enseigne de Vaisseau de 1° Classe...)	
Sous-Lieutenant.....)	Mon Lieutenant	Enseigne de Vaisseau de 2° Classe)	
Aspirant.....)		Lieutenant	
		Aspirant.....)	
Adjudant-Chef Major.....)	Major	Maître Principal Major.....)	Major
Adjudant-Chef.....)	Mon Adjudant- Chef	Maître Principal.....)	Maître Principal
Adjudant.....)	Mon Adjudant	Premier Maître.....)	Premier Maître
Sergent-Chef.....)	Chef	Maître.....)	Maître
Maréchal des Logis-Chef.)	Chef		
Sergent.....)	Sergent	Second Maître.....)	Second Maître
Maréchal des Logis.....)	Maréchal des Logis ou M.D.L	Quartier Maître de 1° Classe)	Quartier Maître
Caporal-Chef.....)	Caporal-Chef		
Brigadier-Chef.....)	Brigadier-Chef	Quartier Maître de 2° Classe)	Quartier Maître
Caporal.....)	Caporal		
Brigadier.....)	Brigadier		

### ***Section 3 - Le commandement***

#### **ARTICLE 13**

Le commandement est l'exercice de l'autorité sur une ou plusieurs unités ou formations rassemblant un ensemble de personnels, d'équipements et de moyens matériels en vue de l'exécution d'une mission.

Le commandement d'une unité implique le droit et l'obligation d'exercer l'autorité sur tout le personnel qui la constitue. Il implique également l'obligation de veiller à l'entretien et à la bonne utilisation des équipements et des moyens matériels.

Tout commandement est attribué nominativement par décision de l'Autorité habilitée.

#### **ARTICLE 14**

Le commandement doit être permanent. En cas d'absence ou d'empêchement du titulaire, il est exercé par le Commandant en second ou, à défaut, par le Militaire le plus ancien dans le grade le plus élevé. Ce commandement s'exerce par intérim jusqu'au retour du titulaire ou jusqu'à la prise de fonction d'un nouveau titulaire.

### ***Section 4 - L'exercice de l'autorité***

#### **ARTICLE 15**

L'autorité est liée à la fonction. Celui qui la détient est tenu d'assurer personnellement les actes inhérents à son exercice. Elle s'exerce dans l'ordre hiérarchique, sauf cas particulier prévu par voie réglementaire.

L'autorité peut être entière ou limitée à un ou plusieurs domaines particuliers, en fonction des nécessités opérationnelles, techniques ou administratives. Elle peut s'exercer de façon permanente ou occasionnelle.

#### **ARTICLE 16**

Tout Militaire qui exerce une fonction est investi de l'autorité et des responsabilités y afférentes même s'il exerce cette fonction par intérim ou à titre provisoire.

## **ARTICLE 17**

Les responsabilités liées à l'exercice de l'autorité sont définies au regard de chaque fonction.

## **ARTICLE 18**

L'autorité attachée à une fonction ne peut être déléguée que partiellement et uniquement si l'acte qui l'a conférée l'autorise expressément. Cette délégation peut être une délégation de pouvoir ou de signature.

## **ARTICLE 19 nouveau (Ord. n° 2000-652 du 30/08/2000)**

Lorsque la faute commise par le Militaire dans l'exercice de ses fonctions constitue une infraction pénale donnant lieu à des poursuites judiciaires, la procédure d'envoi du Militaire devant le Conseil d'Enquête peut être engagée à tout moment, sans préjudice des éventuelles poursuites judiciaires.

Par contre, lorsque ladite faute est détachable de l'exercice de ses fonctions, la procédure d'envoi du Militaire devant le Conseil d'Enquête ne peut être engagée qu'après l'achèvement de l'action publique.

En cas de détention préventive ou de mise en liberté provisoire du Militaire, la suspension de l'intéressé de ses fonctions se produit de plein droit jusqu'à l'intervention d'une décision de l'Autorité compétente.

## **ARTICLE 20**

La délégation de signature ne dégage pas la responsabilité du délégant et n'engage pas celle du délégataire. Elle ne peut être donnée pour des actes modifiant des droits ou créant des obligations nouvelles.

## **ARTICLE 21**

Un subordonné chargé par le titulaire d'une fonction d'agir en son lieu et place est dit "agissant par ordre". Le subordonné ne peut agir à ce titre que pour des mesures d'organisation interne. La responsabilité du titulaire de la fonction demeure entière.

## **ARTICLE 22**

Tout Commandant d'un bâtiment de guerre, d'un aéronef Militaire, d'un ouvrage ou d'une zone délimitée dans laquelle il exerce la responsabilité d'une mission particulière a autorité à ce titre sur toutes les personnes présentes.

## **CHAPITRE 2 - LES DEVOIRS DU MILITAIRE**

### ***Section première - Les devoirs généraux***

## **ARTICLE 23**

Sans préjudice des règles particulières relatives au maintien de l'ordre, le Militaire est tenu au respect des dispositions particulières ci-après.

Les devoirs du Militaire chargé du maintien de l'ordre sont déterminés par décret particulier.

## **ARTICLE 24**

Le salut est la marque extérieure de respect par laquelle un Militaire rend individuellement les honneurs au Chef de l'Etat, aux Autorités civiles et Militaires ainsi qu'aux drapeaux, étendards et pavillons ivoiriens ou étrangers.

Le salut est également la marque de politesse spécifique des Militaires en uniforme. En service, tout Militaire doit le salut à ses supérieurs.

## **ARTICLE 25**

Le Militaire est tenu de se mettre au garde-à-vous durant l'exécution de l'hymne national ivoirien. Il est tenu à la même obligation durant l'exécution de l'hymne national d'un Etat étranger avec lequel la Côte d'Ivoire entretient des relations diplomatiques.

## **ARTICLE 26**

Le port de l'uniforme, lié à l'état de Militaire, est obligatoire pour l'exécution du service. Des dérogations peuvent être apportées à cette obligation dans les limites et conditions fixées par instruction du Ministre de la Défense.

L'uniforme doit être porté au complet avec la plus stricte correction et ne doit comporter que des effets réglementaires.

Des instructions fixent la composition des différentes tenues et précisent les circonstances dans lesquelles elles sont portées.

#### **ARTICLE 27**

La tenue civile peut être portée par tout Militaire en dehors du service et hors des enceintes Militaires. Des restrictions peuvent être apportées à cette règle par le Commandement lorsque les circonstances l'exigent.

#### **ARTICLE 28**

Le port de l'uniforme est interdit au Militaire lorsqu'il exerce une activité civile.

#### **ARTICLE 29**

La coupe de cheveux, de la barbe ou de la moustache est soumise aux exigences d'hygiène, de sécurité ainsi que du port des effets et des équipements spéciaux. Ses modalités sont précisées par instruction du Ministre de la Défense.

#### **ARTICLE 30**

Le Militaire servant sous contrat ou en qualité d'appelé du Service National et qui, avant son incorporation, était affilié à un groupement ou à une association à caractère politique ou syndical, doit s'abstenir de toute activité s'y rapportant jusqu'à son retour à la vie civile.

#### **ARTICLE 31**

Sans préjudice des dispositions de l'article 38 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée, il est interdit, dans les enceintes, établissements, cantonnements et véhicules Militaires ainsi qu'à bord des bâtiments de la Marine Nationale et des aéronefs Militaires :

1° de se livrer à des jeux d'argent ;

2° d'organiser, sans autorisation du Commandement, des collectes, souscriptions ou loteries ainsi que d'y participer ;

3° d'introduire, sans autorisation, des spiritueux, des stupéfiants, des toxiques, des matières inflammables ou explosives ainsi que des armes ou des munitions autres que celles que le Militaire a reçu l'ordre de porter.

#### **ARTICLE 32**

Les armes sont portées sur ordre du Commandement. Elles ne le sont qu'en tenue Militaire. Elles peuvent toutefois l'être en tenue civile sur autorisation expresse ou instructions spéciales du Commandement.

#### **ARTICLE 33**

Sur décision du Commandement et dans les conditions fixées par lui, la détention et l'usage d'appareils d'enregistrement, de reproduction ou d'émission d'images, de sons ou de textes dans les enceintes, établissements, cantonnements et véhicules Militaires ainsi qu'à bord des bâtiments de la Marine Nationale et des aéronefs Militaires, peuvent être soumis à autorisation préalable du Ministre de la Défense.

#### **ARTICLE 34**

La projection, la diffusion, la publication ou la cession de films, photographies ou enregistrements pris ou réalisés dans les enceintes, établissements Militaires, bâtiments de la Marine Nationale et aéronefs Militaires sont soumises à l'autorisation préalable du Ministre de la Défense.

### ***Section 2 - Les devoirs du Chef***

#### **ARTICLE 35**

L'Autorité dont le Chef est investi lui confère le droit et le devoir de prendre des décisions et de les faire appliquer par ses subordonnés. Le Chef doit exiger de ses subordonnés une obéissance entière et permanente. Il traduit ses décisions par des ordres clairs, précis et fermes.

#### **ARTICLE 36**

Le Chef assume l'entière responsabilité de l'exécution et des conséquences des ordres qu'il a donnés. Sa responsabilité ne peut être dégagée qu'en cas de faute personnelle de son subordonné et reconnue par les instances compétentes, militaires ou judiciaires.



#### **ARTICLE 37**

Le Chef doit instruire ses subordonnés et faire entretenir les équipements et les matériels afin de mettre et maintenir son unité au niveau de sa capacité opérationnelle optimale. Il doit également contrôler les résultats de l'instruction dispensée, vérifier les progrès accomplis et remédier aux carences constatées.

#### **ARTICLE 38**

Le Chef doit informer ses subordonnés dans les limites des règles de protection du secret auquel il est tenu.

#### **ARTICLE 39**

Le Chef doit noter ses subordonnés en fonction de critères objectifs. Il leur fait connaître son appréciation sur leur manière de servir. Il porte attention à leurs préoccupations personnelles et à leurs conditions matérielles de vie.

#### **ARTICLE 40**

Le Chef récompense les mérites et sanctionne les fautes avec discernement et objectivité dans le cadre des attributions attachées à sa fonction.

### ***Section 3 - Les devoirs du subordonné***

#### **ARTICLE 41**

Le subordonné doit exécuter loyalement les ordres qu'il reçoit. Il est responsable de leur exécution. Il doit se pénétrer de la lettre comme de l'esprit des ordres reçus et chercher à faire preuve d'initiative réfléchie.

#### **ARTICLE 42**

Le subordonné doit rendre compte de l'exécution des ordres reçus. Lorsqu'il constate qu'il est matériellement impossible d'exécuter un ordre et sauf cas de force majeure, il en rend compte immédiatement au Chef qui le lui a donné.

## **ARTICLE 43**

Le subordonné doit entretenir les installations, les équipements et les matériels qui lui sont confiés et rendre compte de toute anomalie constatée.

### ***Section 4 - Les devoirs du Militaire au combat***

## **ARTICLE 44**

L'efficacité des unités au combat exige que chaque Militaire participe à l'action contre l'ennemi avec énergie et abnégation, y compris au péril de sa vie, jusqu'à l'accomplissement de la mission reçue.

## **ARTICLE 45**

Les devoirs du Militaire chargé du maintien de l'ordre font l'objet d'un décret particulier.

### ***4.1. : Les devoirs du Chef au combat***

## **ARTICLE 46**

Le Chef conduit la lutte et poursuit le combat jusqu'au succès ou à l'épuisement de tous ses moyens. Il stimule la volonté de combattre de ses subordonnés et maintient, en toutes circonstances, l'ordre et la discipline. Au besoin, il force l'obéissance.

## **ARTICLE 47**

Le Chef prend toutes dispositions pour qu'aucun document important ni aucun équipement ou matériel utilisable ne tombe aux mains de l'ennemi.

## **ARTICLE 48**

En cas de réunion fortuite d'unités ou d'équipages relevant de commandements différents et coupés de leurs Chefs, le Commandant d'unité ou à défaut le Militaire le plus ancien dans le grade le plus élevé prend le commandement de l'ensemble. Il confirme leur mission aux unités et, le cas échéant, fixe une nouvelle mission à celles des unités qui ne seraient plus en mesure d'exécuter la mission initiale.

## **4.2. : Les devoirs du combattant**

### **ARTICLE 49**

Le combattant, même lorsqu'il est seul :

1° s'efforce de mettre l'ennemi hors de combat et met tout en œuvre pour atteindre l'objectif désigné ou tenir le poste qui lui est assigné ;

2° sert les armes et les matériels dont il a la charge et les maintient en état de fonctionnement ;

3° assure au mieux le service des armes ou des matériels collectifs dont le personnel a été mis hors de combat ;

4° considère comme combattants réguliers bénéficiant des règles du droit international applicables aux conflits armés, les membres des formations ennemies, à condition qu'ils aient un Chef désigné, qu'ils portent un signe distinctif, qu'ils portent les armes de façon apparente et qu'ils respectent eux-mêmes les règles du Droit international applicables dans les conflits armés ;

5° traite avec humanité et sans distinction les personnes mises hors de combat ;

6° recueille, protège et soigne les blessés, les malades et les naufragés dans la mesure du possible ;

7° respecte la neutralité des hôpitaux et des lieux de rassemblement de malades ou de blessés civils ou Militaires ainsi que les personnels, formations, bâtiments, matériels et transports sanitaires ;

8° épargne les édifices consacrés aux cultes, aux arts, aux sciences et à la bienfaisance ainsi que les monuments historiques, à condition qu'ils ne soient pas utilisés à des fins Militaires ;

9° évite la capture et rejoint l'unité ou l'Autorité la plus proche si, dans l'impossibilité de remplir sur place sa mission, il ne peut recevoir d'ordre de ses Chefs.

## ARTICLE 50

En aucun cas, le combattant ne doit :

1° se rendre à l'ennemi avant d'avoir épuisé tous les moyens de le combattre ;

2° enfreindre les règles du Droit international applicables dans les conflits armés et, en particulier :

(a) - prendre sous le feu, blesser ou tuer un ennemi qui se rend, qui est capturé ou avec lequel une trêve a été conclue ;

(b) - dépouiller les morts et les blessés ;

(c) - refuser une reddition sans condition ou déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier ;

(d) - se livrer à toute destruction inutile et à tout pillage des biens publics ou privés ;

(e) - prendre des otages ;

(f) - se livrer à des représailles ou à des sanctions collectives ;

(g) - condamner des individus sans jugement préalable rendu par un Tribunal régulièrement constitué et assorti des garanties judiciaires prévues par la loi ;

(h) - agresser ou retenir prisonnier un parlementaire arborant le drapeau blanc ;

(i) - utiliser des moyens qui occasionnent des souffrances ou des dommages inutiles ;

(j) - utiliser indûment le pavillon parlementaire, le pavillon national de l'ennemi ou les signes distinctifs des services de santé ou des organisations humanitaires prévus par les conventions internationales ;

(k) - porter atteinte à la vie ou à l'intégrité corporelle des malades, blessés, naufragés, prisonniers et des populations civiles, notamment par le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels, les tortures et les supplices ;

(l) - forcer les nationaux de la partie ennemie à prendre part à des opérations de guerre contre leur pays ;

(m) - tirer sur les équipages ou les passagers d'avions civils ou Militaires sautant en parachute d'un appareil en détresse, sauf lorsqu'ils participent à une opération aéroportée ;

(n) - détruire ou saisir des navires ou des aéronefs de commerce neutres, sauf en cas de contrebande, rupture de blocus ou autres actes contraires à la neutralité.

## **ARTICLE 51**

Si tous les Chefs ont été mis hors de combat, le Militaire le plus apte prend le commandement et poursuit le combat.

### ***4.3. : Les devoirs du Militaire prisonnier ou otage***

## **ARTICLE 52**

Le Militaire tombé aux mains de l'ennemi a le devoir d'échapper à la captivité et de profiter de toute occasion favorable pour le faire et rejoindre une Force ou une zone amie. S'il est retenu prisonnier ou gardé en otage, il a le devoir de s'évader et d'aider ses compagnons de détention à le faire.

## **ARTICLE 53**

Le Militaire prisonnier ne donne à l'ennemi que ses nom, prénoms, grade, date de naissance et numéro matricule. Il peut fournir les mêmes renseignements pour des compagnons de détention hors d'état de le faire eux-mêmes.

## **ARTICLE 54**

Le Militaire, prisonnier ou otage, doit conserver la volonté de résister et l'esprit de solidarité nécessaires pour surmonter les épreuves de la captivité et résister aux pressions de l'ennemi. Il repousse toute compromission et toute offre de collaboration et se refuse à toute déclaration écrite ou orale ainsi qu'à tout acte susceptible de nuire à son pays, à ses compagnons d'armes ou à des compatriotes.

## **ARTICLE 55**

Le Militaire prisonnier ou otage reste soumis, dans la vie en commun, aux règles de la hiérarchie et de la subordination vis-à-vis de ses compagnons de captivité.

### **4.4. : Le traitement des prisonniers**

## **ARTICLE 56**

Dès leur capture, les prisonniers doivent être traités avec humanité. Ils doivent être protégés contre tout acte de violence, contre les insultes et la curiosité publique. Ils doivent rester en possession de leurs effets et objets d'usage personnel, à l'exclusion des armes, équipements, et documents Militaires autres que les pièces d'identité.

## **ARTICLE 57**

Les prisonniers doivent être évacués dans les plus brefs délais après leur capture vers des points de rassemblement situés hors de la zone des combats. En attendant leur évacuation, ils ne doivent pas être exposés inutilement au danger. Leur évacuation doit s'effectuer dans les mêmes conditions, notamment de sécurité, que les déplacements des Forces ivoiriennes.

## **ARTICLE 58**

La liste des prisonniers évacués doit être établie dès leur arrivée aux points de rassemblement visés à l'article précédent. Chaque prisonnier n'est tenu de décliner, pendant son interrogatoire, que ses nom, prénoms, grade, date de naissance, numéro matricule ou, à défaut, une indication équivalente.

## **ARTICLE 59**

Les prisonniers malades ou blessés sont confiés à un service de santé.

## **ARTICLE 60**

Les règles particulières relatives aux personnels sanitaires en opérations font l'objet du chapitre VII du présent décret.

## **CHAPITRE 3 - LA PROTECTION, LES DROITS ET LIBERTES DU MILITAIRE**

### **ARTICLE 61**

Les dispositions d'application relatives à la protection ainsi qu'aux droits et libertés du Militaire sont déterminées ci-après.

### ***Section première - La protection du Militaire***

### **ARTICLE 62**

Il est interdit de fournir des renseignements sur le comportement d'un Militaire, sauf à l'Autorité judiciaire et aux Administrations publiques.

### ***Section 2 - Le droit à la solde et aux avantages divers***

### **ARTICLE 63**

Les modalités d'application du droit à la solde et aux avantages divers sont déterminées par décret particulier.

### ***Section 3 - Le droit à congé***

### **ARTICLE 64**

Le congé annuel de quarante-cinq jours, de date à date, calculé au prorata de la durée des services durant l'année concernée. Chaque fraction de mois supérieure à quinze jours donne droit à quatre jours de congé. Les fractions de mois inférieures à quinze jours ne sont pas prises en compte.

A la demande de l'intéressé, le congé annuel peut être fractionné en trois périodes au maximum.

### **ARTICLE 65**

Les congés annuels sont accordés par le Chef de Corps ou par l'Autorité qui en détient les prérogatives, en tenant compte des impératifs de service.

## **ARTICLE 66**

Les autorisations d'absence et les permissions spéciales pour événements familiaux peuvent être accordées par le Commandant d'unité dans les limites et conditions fixées par instruction du Ministre de la Défense.

## **ARTICLE 67**

Lorsque les impératifs du service l'exigent, le Commandement peut, à tout moment, rappeler le Militaire permissionnaire ou en congé. L'intéressé conserve le droit aux jours de congé annuels dont il n'a pu bénéficier.

### ***Section 4 - Le droit électoral***

## **ARTICLE 68**

Le Commandement doit accorder une autorisation d'absence au Militaire souhaitant exercer son droit de vote. En cas de force majeure l'empêchant d'accorder une telle autorisation, le Commandement en rend immédiatement compte par la voie hiérarchique au Ministre de la Défense.

## **ARTICLE 69**

Le Militaire souhaitant postuler un mandat électif doit en demander l'autorisation au Ministre de la Défense par la voie hiérarchique. Il doit, en même temps, lui demander sa mise en disponibilité.

### ***Section 5 - Les libertés d'opinion, d'expression et d'information***

## **ARTICLE 70**

L'autorisation expresse que le Militaire doit obtenir, lorsqu'il désire exprimer publiquement des opinions ou évoquer des questions concernant un Etat étranger ou une organisation internationale, est demandée au Ministre de la Défense par la voie hiérarchique. Cette autorisation n'est pas requise dans le cas du Militaire placé en disponibilité ou en service détaché pour exercer une fonction ministérielle, préfectorale ou de représentation diplomatique.

La même autorisation doit être obtenue par le Militaire rendu à la vie civile et qui souhaite évoquer des faits ou des informations dont il a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions.



**ARTICLE 71 (nouveau)**  
**(Ord. n° 2000-696 du 13 /09/2000)**

Le militaire atteint par la limite d'âge de son grade ou ayant accompli la durée maximale des services, est libéré de plein droit et rendu à la vie civile. Il conserve les avantages liés à sa qualité, tels que prévus par les textes en vigueur.

**ARTICLE 72**

Tout Militaire qui estime avoir à se plaindre d'une mesure prise à son encontre peut, par la voie hiérarchique, demander à être entendu par l'Autorité immédiatement supérieure à celle qui a pris la mesure, ou lui adresser une réclamation écrite. Cette Autorité entend l'intéressé ou examine sa réclamation. Si le Militaire n'obtient pas satisfaction, la réclamation est transmise, avec un avis motivé et dans les plus brefs délais, à l'Autorité supérieure. La décision de cette dernière autorité est transmise et notifiée à l'intéressé par la voie hiérarchique.

Lorsque, dans un délai de trois mois, aucune suite n'a été réservée à la réclamation, le Militaire peut en saisir, directement par écrit, l'Inspecteur Général de l'Armée, de l'Arme ou du Service commun dont il relève.

Les ordres ou les mesures qui étaient à l'origine de la réclamation demeurent exécutoires jusqu'à la signification à l'intéressé de la décision prise.

***Section 6 - La liberté d'association et de réunion***

**ARTICLE 73**

Les autorisations d'adhérer à des associations ou à des groupements sont accordées par le Ministre de la Défense ou son délégué. Il en est de même des autorisations prévues par l'article 41 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 portant Code de la Fonction Militaire.

***Section 7 - Le droit d'exercer une activité lucrative***

**ARTICLE 74**

Le Militaire de carrière placé dans une position ne comportant pas attribution de solde et souhaitant exercer une activité lucrative doit en

adresser la demande à son organisme d'administration qui la transmet au Ministre de la Défense pour décision.

#### **ARTICLE 75**

Le Militaire souhaitant exercer une activité lucrative portant sur la production d'œuvres à caractère littéraire, artistique ou scientifique, en adresse la demande au Ministre de la Défense par la voie hiérarchique.

### ***Section 8 - La liberté de circulation***

#### **ARTICLE 76**

Pour circuler hors des limites de sa garnison ou, à l'étranger, hors du territoire de stationnement, le Militaire doit demander une autorisation à son Chef de Corps ou à l'Autorité ayant les mêmes prérogatives. Les mêmes Autorités sont qualifiées pour prendre les mesures restrictives qui peuvent s'imposer.

#### **ARTICLE 77**

Le Commandant d'un bâtiment de la Marine Nationale en escale à l'étranger fixe les conditions dans lesquelles le personnel embarqué peut quitter le bord.

### ***Section 9 - La liberté de contracter mariage***

#### **ARTICLE 78**

L'Officier souhaitant contracter mariage doit en demander l'autorisation au Ministre de la Défense par la voie hiérarchique.

## **CHAPITRE 4 – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX OFFICIERS GENERAUX**

#### **ARTICLE 79 nouveau (Ord. n° 2000-696 du 13 /09/2000)**

Le Sous-Officier ou le Militaire du rang souhaitant contracter mariage doit en demander l'autorisation, par la voie hiérarchique, à l'Autorité Militaire compétente.

**ARTICLE 80 nouveau**  
**(Ord. n° 2000-696 du 13 /09/2000)**

L'officier général libéré et rendu à la vie, civile, conserve les avantages liés à sa qualité, tels que prévus par les textes en vigueur.

**CHAPITRE 4 - LES RECOMPENSES**

**ARTICLE 81**

Les récompenses reconnaissent le mérite. Pour garder leur valeur, elles doivent être accordées avec discernement, mesure et sans retard. Elles sont décernées, au nom du Chef de l'Etat, par le Ministre de la Défense ou par l'Officier par lui délégué à des Militaires ayant rendu des services exceptionnels ou ayant fait preuve, dans le service courant, d'une efficacité exemplaire ou de dévouement à la collectivité.

**ARTICLE 82**

Tout Militaire en service actif ou appartenant aux Réserves peut bénéficier de récompenses.

***Section première - Les récompenses pour services exceptionnels***

**ARTICLE 83**

Les récompenses accordées au Militaire peuvent se traduire par des témoignages de satisfaction ou des félicitations, des citations ou des décorations.

Elles sont inscrites avec leurs motivations dans les dossiers et livrets matricules des intéressés.

***1.1. : Les félicitations et les témoignages de satisfaction***

**ARTICLE 84**

Les félicitations et les témoignages de satisfaction sanctionnent des actes ou des travaux exceptionnels. Ils sont portés à la connaissance de l'ensemble des Militaires relevant du Commandement au niveau duquel ils ont été adressés.

### **1.2. : Les citations**

#### **ARTICLE 85**

Les citations sont décernées pour des actions d'éclat, des faits de guerre et, exceptionnellement, des actes de courage ou de dévouement.

#### **ARTICLE 86**

Les citations sont décernées par le Ministre de la Défense ou par l'Officier par lui délégué. Elles sont portées à la connaissance de l'ensemble des Militaires relevant de l'échelon de commandement au niveau duquel elles ont été décernées. Certaines citations peuvent être publiées sur décision du Ministre de la Défense.

Des citations collectives peuvent être décernées à des unités.

### **1.3. : Les décorations**

#### **ARTICLE 87**

Les décorations sont décernées par le Ministre de la Défense pour reconnaître des actions d'éclat, des faits de guerre, des mérites éminents ou distingués et pour récompenser des actes méritoires ou des services exceptionnels. Certaines d'entre elles accompagnent une citation. Leur attribution fait l'objet d'une publication officielle.

Selon leur valeur, les décorations sont décernées à différents ordres.

### **Section 2 - Les récompenses du service courant**

#### **ARTICLE 88**

Des diplômes, insignes ou trophées peuvent être attribués par tous les échelons du commandement pour récompenser les Militaires pour les résultats obtenus à l'occasion de compétitions ou d'examens divers.

#### **ARTICLE 89**

Des récompenses en espèces peuvent être allouées pour reconnaître des actes méritoires et encourager des recherches ou travaux

personnels ultérieurs utiles à la Nation ou contribuant à l'amélioration du service ou du matériel des Forces Armées Nationales.

#### **ARTICLE 90**

Les Chefs de Corps ou les Autorités qui en détiennent les prérogatives peuvent accorder aux Militaires des jours de permissions exceptionnelles à titre de récompense, dans chaque cas dans la limite de huit jours ouvrables.

#### **ARTICLE 91**

Les Militaires peuvent recevoir, à leur retour à la vie civile et si leur comportement a été satisfaisant, un certificat de bonne conduite témoignant de la qualité des services rendus.

Le certificat de bonne conduite est délivré par le Chef de Corps ou l'Autorité qui en détient les attributions, après avis d'une commission dont la composition, les attributions et le fonctionnement sont déterminées par instruction du Ministre de la Défense. La mention de la délivrance du certificat de bonne conduite est portée dans le livret matricule du bénéficiaire.

### **CHAPITRE 5 - LES SANCTIONS DISCIPLINAIRES**

#### ***Section première - Les principes applicables aux sanctions disciplinaires***

#### **ARTICLE 92**

Les sanctions disciplinaires se traduisent par des punitions infligées au Militaire qui fait preuve de négligence ou de manquement au devoir. Toute punition autre que celles définies par le présent décret est formellement interdite, sans préjudice des dispositions du Code pénal, notamment celles des articles 70 à 78.

#### **ARTICLE 93**

Les fautes commises par les Militaires et susceptibles d'entraîner des punitions disciplinaires ainsi que, le cas échéant, des sanctions professionnelles ou statutaires sont, selon le cas, des fautes de première, deuxième, troisième, quatrième ou cinquième catégorie.

Ces catégories concernent respectivement, dans l'ordre décroissant :

- 1° l'intégrité nationale et celle des Forces Armées ;
- 2° l'honnêteté et la probité ;
- 3° obéissance et l'exécution du service ;
- 4° le comportement ;
- 5° la santé, l'hygiène et la sécurité.

#### **ARTICLE 94**

Les punitions font l'objet d'une inscription motivée au dossier individuel ou au livret matricule du Militaire sanctionné. Elles influent sur sa carrière dans les limites et conditions fixées par arrêté du Ministre de la Défense.

#### **ARTICLE 95**

Dans chaque cas, il ne peut être infligé qu'une seule punition par faute commise.

En aucun cas les fautes individuelles ne peuvent entraîner de punition collective.

#### **ARTICLE 96**

En raison de sa nature ou de sa gravité, une même faute peut entraîner cumulativement une sanction disciplinaire, une sanction professionnelle, une sanction statutaire et une condamnation pénale.

Les règles applicables aux sanctions professionnelles et aux sanctions statutaires sont déterminées au chapitre VI ci-après.

#### **ARTICLE 97**

L'action disciplinaire est indépendante de l'action pénale.

Une condamnation pénale n'entraîne pas nécessairement une sanction disciplinaire.

## **ARTICLE 98**

La punition est notifiée au Militaire sanctionné, verbalement et par écrit, par le Chef de Corps ou par le Commandant d'unité élémentaire l'ayant infligée.

### ***Section 2 - Les garanties***

## **ARTICLE 99**

Les punitions sont infligées en application d'un barème fixé par arrêté du Ministre de la Défense. Ledit barème identifie les fautes pour chacune des catégories visées à l'article 94 ci-avant et indique le taux maximum pouvant être appliqué dans chaque cas.

L'arrêté détermine les fautes pouvant faire l'objet d'une sanction professionnelle ou d'une sanction statutaire.

## **ARTICLE 100**

Avant qu'une punition soit infligée au Militaire, le droit de s'expliquer sur les faits qui lui sont reprochés s'exerce oralement ou par écrit, devant l'Autorité Militaire ayant pris la sanction ou devant le délégué de cette Autorité.

Le recours s'exerce dans tous les cas par écrit si la sanction a été infligée par le Ministre de la Défense.

## **ARTICLE 101**

Le droit de recours, garanti au Militaire est exercé, en conformité des dispositions de l'article 72 du présent décret. Le recours n'est pas suspensif de l'exécution de la punition infligée.

### ***Section 3 - Les punitions***

#### ***3.1. : Les punitions des Officiers et des Sous-Officiers***

## **ARTICLE 102**

Les punitions suivantes peuvent être infligées aux Officiers et aux Sous-Officiers :

- les arrêts simples ;
- les arrêts de rigueur.

En matière disciplinaire, les Aspirants sont assimilés aux Officiers.

### **3.2. : Les punitions des Militaires du rang**

#### **ARTICLE 103**

Les punitions suivantes peuvent être infligées aux Militaires du rang :

- la consigne ;
- les arrêts simples ;
- les arrêts de rigueur.

### **3.3. : Les punitions applicables aux élèves des écoles militaires**

#### **ARTICLE 104**

Les punitions applicables aux élèves des écoles Militaires sont déterminées par arrêté du Ministre de la Défense.

### **3.4 : Le contenu des punitions**

#### **ARTICLE 105**

Le Militaire puni de consigne effectue son service dans les conditions habituelles. En dehors des heures de service, il est tenu de se soumettre aux contrôles de présence aux heures prescrites par son Chef de Corps dans les limites et conditions fixées par arrêté du Ministre de la Défense.

#### **ARTICLE 106**

Le Militaire aux arrêts simples effectue son service dans les conditions habituelles. En dehors des heures de service, il lui est interdit de quitter le lieu désigné par son Chef de Corps. Les arrêts simples sont comptés en jours de 24 heures, d'heure à heure. Pendant leur durée, le Militaire ne peut prétendre à congé ni à permission.



## **ARTICLE 107**

Le Militaire aux arrêts de rigueur cesse de participer au service de son unité. Il est placé dans une enceinte Militaire désignée par le Commandement :

- dans une chambre d'arrêts individuelle, s'il est Officier ou Sous-Officier ;
- dans les locaux d'arrêts, s'il est Militaire du rang.

Le Militaire du rang aux arrêts de rigueur peut être astreint à effectuer des travaux d'intérêt général.

## **ARTICLE 108**

La fréquentation des lieux de loisirs ou de distraction est interdite à tout Militaire consigné ou aux arrêts.

## **ARTICLE 109**

Lorsqu'un Militaire a commis plusieurs fautes en même temps, la punition infligée est celle applicable à la faute la plus grave.

## **ARTICLE 110**

A l'occasion de la Fête Nationale ou d'événements exceptionnels, les punitions peuvent être levées par le Chef de l'Etat ou par le Ministre de la Défense. Le bénéficiaire est alors dispensé de subir la fraction de punition non encore effectuée. La punition reste toutefois inscrite, intégralement, dans son dossier individuel ou dans son livret matricule.

### **3.5. : Le sursis**

## **ARTICLE 111**

Le sursis suspend l'exécution d'une punition d'arrêts simples pendant un délai de six mois consécutifs de date à date. Il ne peut être accordé qu'une seule fois par faute d'une même catégorie et uniquement par l'Autorité qui inflige la punition.

Seul le Militaire faisant preuve d'une bonne conduite habituelle et n'ayant jamais encouru de punition peut bénéficier du sursis.

## **ARTICLE 112**

Lorsqu'un Militaire bénéficie du sursis et qu'avant l'expiration de celui-ci une nouvelle punition ne lui a pas été infligée, la punition est annulée. Dans le cas contraire, le sursis est révoqué et l'exécution de la première punition se cumule avec celle de la nouvelle, dans les limites et conditions fixées par l'arrêté visé à l'article 99 ci-avant.

## **ARTICLE 113**

Dans le cas de l'annulation d'une punition conformément aux dispositions de l'article précédent, aucune inscription n'est portée dans le livret matricule ou dans le dossier individuel du bénéficiaire.

### **3.6. : *La récidive***

## **ARTICLE 114**

Est en état de récidive tout Militaire qui, après avoir commis une faute ayant entraîné une punition d'arrêts simples ou d'arrêts de rigueur, commet à nouveau, dans un délai n'excédant pas six mois, une faute classée dans la même catégorie du barème.

## **ARTICLE 115**

En cas de récidive, le taux qui doit être infligé est le taux maximal du barème multiplié par le nombre de fautes commises, dans les limites et conditions prévues par l'arrêté visé à l'article 99 ci-avant.

### **3.7. : *L'instance de punition***

## **ARTICLE 116**

Tout Militaire qui a fait l'objet d'une demande de punition est dit en instance de punition jusqu'à ce qu'il soit statué sur son cas. Lorsque la faute commise est susceptible d'entraîner une punition d'arrêts de rigueur, le Chef de Corps ou l'Autorité Militaire qui en assume les prérogatives peut placer ce Militaire en chambre ou en local d'arrêt.

## **ARTICLE 117**

Si une faute susceptible d'entraîner une punition d'arrêts de rigueur est commise hors de l'unité d'appartenance du Militaire fautif, l'Autorité qui la

constate peut faire placer le Militaire en cause en chambre ou en local d'arrêts. Le Chef de Corps de l'intéressé doit en être immédiatement informé.

#### **Section 4 - L'exercice des pouvoirs disciplinaires**

##### **ARTICLE 118**

Tout Militaire a le droit et le devoir de relever les fautes commises par un subordonné ou par un Militaire placé après lui dans l'ordre hiérarchique des grades et, selon le cas, de lui infliger une sanction disciplinaire ou d'en faire la demande lorsque le Militaire ayant commis la faute ne relève pas de son unité.

##### **ARTICLE 119**

Seules les Autorités ci-après sont habilitées à statuer sur les demandes de sanctions et à infliger les punitions qui s'imposent :

- le Ministre de la Défense ;
- le Chef d'Etat-Major des Armées ;
- le Commandant Supérieur de la Gendarmerie Nationale ;
- le Commandant d'Armée ;
- le Chef de Corps.

##### **ARTICLE 120**

Les punitions pouvant être infligées aux Officiers, Sous-Officiers et Militaires du rang par les Militaires et les Autorités cités aux articles 118 et 119 sont reprises au tableau annexé au présent décret.

##### **ARTICLE 121**

Le Ministre de la Défense peut déléguer son pouvoir de punir à une Autorité de l'administration centrale du Ministère de la Défense.

##### **ARTICLE 122**

Les demandes de punition sont adressées par la voie hiérarchique à l'Autorité détenant les pouvoirs disciplinaires. Sauf cas de force majeure, l'Autorité investie de ces pouvoirs doit statuer dans un délai maximum de quinze jours à compter de la date de la réception de la demande de punition.

## **ARTICLE 123**

Le Chef de Corps saisi d'une demande de punition entend le Militaire qui en fait l'objet, vérifie l'exactitude des faits et arrête le motif correspondant à la faute commise. Il statue sur la punition à infliger en tenant compte de la manière habituelle de servir de l'intéressé. Il décide d'un taux inférieur ou égal à ses pouvoirs disciplinaires et notifie sans délai sa décision au Militaire sanctionné.

## **ARTICLE 124**

Lorsqu'une Autorité estime qu'une punition excédant son propre pouvoir disciplinaire doit être infligée, elle transmet le dossier relatif à la punition à l'Autorité supérieure compétente.

# **CHAPITRE 6 - LES SANCTIONS PROFESSIONNELLES ET LES SANCTIONS STATUTAIRES**

## ***Section première - Dispositions communes***

## **ARTICLE 125**

Les sanctions professionnelles et les sanctions statutaires sont prises après avis du Conseil d'Enquête, conformément aux dispositions de l'article 108 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 portant Code de la Fonction Militaire.

## **ARTICLE 126**

La composition et les règles de fonctionnement du Conseil d'Enquête sont déterminées par décret particulier.

## **ARTICLE 127**

Conformément aux dispositions de l'article 99 ci-avant, les fautes pour lesquelles le Militaire peut faire l'objet d'une sanction professionnelle ou d'une sanction statutaire sont déterminées par l'arrêté du Ministre de la Défense fixant le barème des sanctions disciplinaires applicables aux Militaires et déterminant les fautes pour lesquelles ils peuvent faire l'objet d'une sanction professionnelle ou d'une sanction statutaire.

## **ARTICLE 128**

En attendant la prise d'une sanction professionnelle ou d'une sanction statutaire et sans préjudice des dispositions de l'article 132 ci-après relatives à la suspension temporaire du certificat correspondant à une qualification professionnelle, le Ministre de la Défense peut suspendre de ses fonctions le Militaire concerné, la suspension ne pouvant excéder une durée de trois mois.

Dans le cas d'un Militaire placé en détention préventive ou en liberté provisoire par l'Autorité judiciaire, la suspension intervient de plein droit et porte sur toute la durée de la détention ou de la liberté provisoire.

Les conséquences des mesures de suspension en matière de solde et avantages divers sont fixées par décrets particuliers.

## **ARTICLE 129**

Les sanctions professionnelles et les sanctions statutaires prononcées à l'encontre d'un Militaire font l'objet d'une inscription dans son livret matricule.

## **ARTICLE 130**

Le Militaire ayant fait l'objet d'une sanction professionnelle ou d'une sanction statutaire peut exercer un droit de recours conformément aux dispositions de l'article 17 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 portant Code de la Fonction Militaire et de l'article 72 du présent décret.

## ***Section 2 - Les sanctions professionnelles***

### **ARTICLE 131**

Les sanctions professionnelles sont des mesures prises en cas de faute professionnelle commise par le Militaire.

### **ARTICLE 132**

La sanction professionnelle applicable au Militaire se traduit par la suspension temporaire ou le retrait définitif du certificat correspondant à une qualification professionnelle Militaire.

La qualification professionnelle Militaire s'étend à tous les domaines au titre desquels un certificat d'aptitude professionnelle Militaire a été délivré par le Ministre de la Défense ou son délégué. Cette disposition est applicable aux qualifications professionnelles Militaires acquises à l'étranger.

#### **ARTICLE 133**

Le retrait d'un certificat de qualification professionnelle Militaire entraîne la suppression du droit aux primes de qualification et aux indemnités particulières attachées à la fonction exercée au titre de la dite qualification.

#### **ARTICLE 134**

Les sanctions professionnelles sont prises par le Ministre de la Défense ou l'Autorité Militaire par lui déléguée.

### ***Sections 3 - Les sanctions statutaires***

#### **ARTICLE 135**

Les sanctions statutaires sont des mesures prises en cas de faute très grave commise par le Militaire. Elles affectent son grade, sa solde, sa situation ou sa position statutaire.

#### **ARTICLE 136**

Les sanctions statutaires applicables au Militaire de carrière sont les suivantes :

- la radiation du tableau d'avancement ;
- le retrait d'emploi ;
- la rétrogradation ;
- la cassation ;
- la révocation.

#### **ARTICLE 137**

Les sanctions statutaires applicables aux appelés du Service National sont déterminées par décret particulier.

### **ARTICLE 138**

La seule sanction statutaire applicable aux Militaires servant sous contrat est la résiliation dudit contrat.

### **ARTICLE 139**

Sans préjudice des dispositions des articles 142 et 143 ci-après, une même faute ne peut entraîner qu'une seule sanction statutaire.

### **ARTICLE 140**

La radiation du tableau d'avancement se traduit par le retrait de l'inscription du Militaire du tableau d'avancement.

### **ARTICLE 141**

Le retrait d'emploi est le placement temporaire du Militaire en position de non-activité. Sa durée est de trois mois au minimum et de vingt-quatre mois au maximum.

### **ARTICLE 142**

La rétrogradation est une sanction statutaire affectant le grade. Elle se traduit par l'abaissement d'un ou de plusieurs grades, dans la limite de trois au maximum. Elle peut entraîner un changement de catégorie.

La rétrogradation a pour conséquence la radiation du tableau d'avancement.

### **ARTICLE 143**

La cassation est la perte du grade détenu. Le Militaire cassé de son grade est versé dans la catégorie des Militaires du rang en qualité de Soldat de 2<sup>ème</sup> classe ou de Matelot de 2<sup>ème</sup> classe sans préjudice des dispositions des articles 73 et 74 de la loi n° 81-640 du 31 juillet 1981 instituant le Code pénal.

La cassation a pour conséquence la radiation du tableau d'avancement.

## **ARTICLE 144**

La révocation se traduit par le renvoi du Militaire à la vie civile.

Le Militaire révoqué conserve ses droits à pension ou à solde de réforme, dans les limites et conditions fixées par le Livre second de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée.

## **ARTICLE 145**

Les sanctions statutaires sont prises par le Ministre de la Défense ou son délégué, à l'exception de la rétrogradation, de la cassation et de la révocation des Officiers. Dans ces trois cas, la sanction est soumise à la décision du Président de la République.

## **CHAPITRE 7 - LES REGLES PARTICULIERES AUX SERVICES SANITAIRES EN OPERATIONS**

### ***Section première - Les devoirs et les responsabilités du personnel sanitaire***

## **ARTICLE 146**

Le personnel sanitaire permanent ou temporaire doit participer, dans son domaine, à l'action des autres Militaires en opérations. Il soutient cette action à l'aide des moyens techniques dont il dispose.

## **ARTICLE 147**

Dans le cadre des missions fixées, le personnel sanitaire permanent ou temporaire doit recueillir et soigner les blessés et les malades sans aucune distinction de nationalité, de race, d'ethnie, de religion ou de sexe.

Seules des raisons d'urgence médicale autorisent une priorité dans l'ordre des soins.

## **ARTICLE 148**

Le personnel sanitaire permanent ou temporaire doit refuser toute participation, même passive, aux traitements cruels, inhumains ou dégradants.



## **ARTICLE 149**

Dans la mesure où les exigences Militaires le permettent, du personnel et du matériel sanitaires doivent être maintenus auprès des blessés ou des malades qui doivent être abandonnés à l'ennemi en raison de nécessités opérationnelles. Ce personnel sanitaire a le devoir de veiller à ce que ces blessés ou ces malades soient traités conformément aux règles applicables aux prisonniers de guerre.

## **ARTICLE 150**

Le personnel sanitaire permanent ou temporaire tombé aux mains de l'ennemi ne décline que ses nom, prénoms, date de naissance, grade, numéro matricule et qualité. Il peut contribuer à fournir les mêmes renseignements pour des camarades hors d'état de les donner eux-mêmes.

Les mêmes dispositions s'appliquent aux personnels sanitaires de l'ennemi tombés aux mains des Forces Armées Nationales.

## **ARTICLE 151**

Le personnel sanitaire doit enregistrer les renseignements et éléments propres à identifier les blessés, les malades et les morts.

### ***Section 2 - La protection spéciale prévue par le Droit international humanitaire***

## **ARTICLE 152**

Le personnel, les établissements ou formation, le matériel et les véhicules sanitaires identifiés par l'emblème de la Croix rouge ou du Croissant rouge, font l'objet de mesures de protection spéciales prévues par les conventions humanitaires internationales.

### ***2.1. : La protection du personnel sanitaire***

## **ARTICLE 153**

Le personnel sanitaire permanent est protégé en toutes circonstances. Il comprend le personnel exclusivement affecté à la recherche, à l'enlèvement, au transport ou au traitement des blessés et des malades ou à la prévention des maladies.

Le personnel sanitaire permanent comprend également le personnel exclusivement affecté à l'administration des formations ou établissements sanitaires.

#### **ARTICLE 154**

Le personnel sanitaire permanent est porteur d'une carte d'identité sanitaire indiquant la qualité ouvrant droit à la protection ainsi que d'un brassard fixé au bras gauche et muni de l'un des signes cités à l'article 152 ci-avant.

#### **ARTICLE 155**

Le personnel sanitaire permanent tombé aux mains de l'ennemi n'est pas considéré comme prisonnier de guerre et ne peut être retenu que dans la mesure où l'état sanitaire ou le nombre de prisonniers de guerre l'exige. Dans le cadre des lois et règlements de la puissance détentrice, sous l'Autorité des services compétents et en accord avec sa conscience professionnelle, il continue d'exercer ses fonctions à l'égard des prisonniers de guerre appartenant de préférence aux Forces Armées Nationales dont il relève. Il doit être autorisé à visiter périodiquement les prisonniers et à disposer d'un accès direct auprès des Autorités compétentes pour toutes les questions relevant de sa mission. Il ne peut être astreint à un travail étranger à celle-ci.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent au personnel sanitaire permanent de l'ennemi tombé aux mains des Forces Armées Nationales.

#### **ARTICLE 156**

Le personnel sanitaire temporaire comprend les Militaires spécialement instruits pour être, le cas échéant, employés comme infirmiers ou brancardiers chargés de la recherche, de l'enlèvement, du transport ou du traitement des blessés et des malades.

#### **ARTICLE 157**

Uniquement lorsqu'il remplit ses fonctions sanitaires, le personnel sanitaire temporaire porte un brassard blanc avec en son milieu, en dimensions réduites, le signe distinctif prévu à l'article 152 ci-avant.

## **ARTICLE 158**

Les pièces Militaires d'identité du personnel sanitaire temporaire précisent l'instruction sanitaire reçue, le caractère temporaire de ses fonctions et son droit au port du brassard.

## **ARTICLE 159**

Le personnel sanitaire temporaire tombé aux mains de l'ennemi est prisonnier de guerre. Il sera chargé, dans toute la mesure du possible, de missions sanitaires.

Les mêmes dispositions sont applicables au personnel sanitaire temporaire prisonnier des Forces Armées Nationales.

### ***2.2. : La protection des établissements, formations, matériels et véhicules sanitaires***

## **ARTICLE 160**

Les établissements ou formations sanitaires comprennent tous les bâtiments, installations fixes et toutes les formations mobiles destinés exclusivement à recueillir et à soigner les blessés et les malades. Ils doivent en tout temps être respectés et protégés.

## **ARTICLE 161**

La continuité du fonctionnement des Etablissements ou Formations sanitaires tombés aux mains des Forces Armées Nationales ou de l'ennemi doit être assurée.

## **ARTICLE 162**

Les dispositions prévues aux articles 160 et 161 ci-avant s'appliquent, même si :

- le personnel de l'établissement ou de la formation est armé et use de ses armes pour sa propre défense ou celle de ses blessés et de ses malades ;

- à défaut d'infirmiers, l'établissement ou la formation est gardé par un piquet, des sentinelles ou une escorte ;

- dans l'établissement ou la formation se trouvent des armes portatives et des munitions retirées aux blessés et aux malades et n'ayant pas encore été versées aux services compétents ;

- du personnel et du matériel d'un service vétérinaire se trouvent dans l'établissement ou la formation, sans en faire partie intégrante ;

- l'activité sanitaire de l'établissement ou de la formation est étendue à des civils blessés ou malades, conformément au Droit humanitaire.

#### **ARTICLE 163**

Les moyens de transports sanitaires terrestres, aériens et maritimes doivent être respectés et protégés au même titre que les établissements et formations sanitaires fixes ou mobiles.

#### **ARTICLE 164**

Le matériel sanitaire ne doit jamais être détruit. Il doit être laissé à la disposition du personnel sanitaire où qu'il se trouve.

### ***2.3. : Les soins médicaux aux prisonniers de guerre***

#### **ARTICLE 165**

Les lieux de regroupement de prisonniers de guerre doivent être équipés d'une infirmerie où ils bénéficient de soins médicaux et du régime alimentaire appropriés à leur état.

#### **ARTICLE 166**

Les prisonniers de guerre atteints d'une maladie grave ou dont l'état nécessite un traitement spécial, doivent être admis dans toute formation Militaire ou civile qualifiée.

#### **ARTICLE 167**

Les prisonniers de guerre ne doivent pas être empêchés de se présenter aux Autorités médicales pour être examinés. Ils sont traités de préférence par du personnel médical de la puissance dont ils dépendent et, si possible, de leur nationalité.

## **DISPOSITIONS FINALES**

### **ARTICLE 168**

Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures qui lui sont contraires.

### **ARTICLE 169**

Le Ministre de la Défense est chargé de l'exécution de présent décret qui sera publié au *journal Officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

**ANNEXES**  
**AU DECRET N° 96-574 DU 31 JUILLET 1996**  
**PORTANT REGLEMENT DE SERVICE ET DE DISCIPLINE**  
**GENERALE DANS LES FORCES ARMEES NATIONALES**

## **ANNEXE I**

### **PUNITIONS POUVANT ETRE INFLIGEES AUX OFFICIERS**

<b>MILITAIRES ET AUTORITES INFLIGEANT LA PUNITION</b>	<b>PUNITIONS POUVANT ETRE INFLIGEES</b>
Officier subalterne	Arrêts simples : 04 jours maximum
Officier supérieur	Arrêts simples : 08 jours maximum
Chef de Corps	Arrêts simples : 15 jours maximum Arrêts de rigueur : 20 jours maximum
Commandant militaire de Région ou Commandant de Légion de Gendarmerie	Arrêts simples : 20 jours maximum Arrêts de rigueur : 25 jours maximum
Commandant d'Armée, Inspecteur général et Officier général	Arrêts simples : 40 jours maximum Arrêts de rigueur : 40 jours maximum
Chef d'Etat-Major des Armées ou Commandant supérieur de la Gendarmerie Nationale	Arrêts simples : 50 jours maximum Arrêts de rigueur : 50 jours maximum
Ministre de la Défense	Arrêts simples : 60 jours maximum Arrêts de rigueur : 60 jours maximum

## **ANNEXE II**

### **PUNITIONS POUVANT ETRE INFLIGEES AUX SOUS-OFFICIERS**

<b>MILITAIRES ET AUTORITES INFLIGEANT LA PUNITION</b>	<b>PUNITIONS POUVANT ETRE INFLIGEES</b>
Sous-Officier subalterne	Arrêts simples : 02 jours maximum
Sous-Officier supérieur	Arrêts simples : 02 jours maximum
Officier subalterne	Arrêts simples : 04 jours maximum
Officier supérieur	Arrêts simples : 10 jours maximum Arrêts de rigueur : 08 jours maximum
Chef de Corps	Arrêts simples : 15 jours maximum Arrêts de rigueur : 20 jours maximum
Commandant militaire de Région ou Commandant de Légion de Gendarmerie	Arrêts simples : 20 jours maximum Arrêts de rigueur : 25 jours maximum
Commandant 'Armée, Inspecteur général et Officier général	Arrêts simples : 50 jours maximum Arrêts de rigueur : 40 jours maximum
Chef d'Etat-Major des Armées ou Commandant supérieur de la Gendarmerie Nationale	Arrêts simples : 50 jours maximum Arrêts de rigueur : 50 jours maximum
Ministre de la Défense	Arrêts simples : 60 jours maximum Arrêts de rigueur : 60 jours maximum



**ANNEXE III**  
**PUNITIONS POUVANT ETRE INFLIGEES**  
**AUX MILITAIRES DU RANG**

<b>MILITAIRES ET AUTORITES INFLIGEANT LA PUNITION</b>	<b>PUNITIONS POUVANT ETRE INFLIGEES</b>
Caporal et Caporal-Chef	Consigne : 02 jours maximum
Sous-Officier subalterne	Consigne : 04 jours maximum
Sous-Officier supérieur	Consigne : 04 jours maximum Arrêts simples : 02 jours maximum
Officier subalterne	Arrêts simples : 08 jours maximum Arrêts de rigueur : 04 jours maximum
Officier supérieur	Consigne : 15 jours maximum Arrêts simples : 15 jours maximum Arrêts de rigueur : 10 jours maximum
Chef de Corps	Consigne : 30 jours maximum Arrêts simples : 30 jours maximum Arrêts de rigueur : 20 jours maximum
Commandant militaire de Région ou Commandant de Légion de Gendarmerie	Consigne : 30 jours maximum Arrêts simples : 30 jours maximum Arrêts de rigueur : 30 jours maximum
Commandant d'Armée Inspecteur général et Officier général	Consigne : 45 jours maximum Arrêts simples : 40 jours maximum Arrêts de rigueur : 30 jours maximum
Chef d'Etat-Major des Armées ou Commandant supérieur de la Gendarmerie Nationale	Consigne : 50 jours maximum Arrêts simples : 50 jours maximum Arrêts de rigueur : 50 jours maximum
Ministre de la Défense	Consigne : 60 jours maximum Arrêts simples : 60 jours maximum Arrêts de rigueur : 60 jours maximum

**DECRET N° 96-575 DU 31 JUILLET 1996  
DETERMINANT LA COMPOSITION ET LES REGLES  
DE FONCTIONNEMENT DU CONSEIL SUPERIEUR  
DE LA FONCTION MILITAIRE**

## **ARTICLE PREMIER**

Le Conseil Supérieur de la Fonction Militaire, créé par l'article 105 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée, est composé de membres permanents et de membres non permanents. Il est présidé par l'un des membres permanents désigné par le Ministre de la Défense.

## **ARTICLE 2**

Sont membres permanents du Conseil Supérieur de la Fonction Militaire :

- le Chef d'Etat-Major des Armées ;
- le Commandant supérieur de la Gendarmerie Nationale ;
- les Inspecteurs généraux des Forces Armées Nationales ;
- les Inspecteurs d'Armées ;
- le Contrôleur général de l'Administration de la Défense ;
- les Commandants d'Armées.

## **ARTICLE 3**

Sont membres non permanents du Conseil Supérieur de la Fonction Militaire :

- les représentants des Officiers ;
- les représentants des Sous-Officiers ;
- les représentants des Militaires du rang.

## **ARTICLE 4**

Les membres non permanents du Conseil Supérieur de la Fonction Militaire sont désignés par voie de tirage au sort parmi les candidats qui se sont volontairement présentés, à raison de six pour chacune des trois catégories de la hiérarchie Militaire. Les intéressés doivent être en activité de service et se trouver, à la date de leur désignation, à plus de trois ans de la date du départ à la retraite.

Pour chacun des six postes à pourvoir, trois candidats sont tirés au sort parmi les postulants. Le premier dans l'ordre du tirage est désigné en qualité de membre non permanent titulaire. Le deuxième et le troisième le sont en qualité de membres non permanents suppléants.

## **ARTICLE 5**

La durée du mandat des membres non permanents du Conseil Supérieur de la Fonction Militaire est fixée à deux ans, sans préjudice des dispositions de l'article 6 ci-après.

## **ARTICLE 6**

Le renouvellement des membres non permanents du Conseil Supérieur de la Fonction Militaire intervient par tiers tous les deux ans dans les limites et conditions fixées par arrêté du Ministre de la Défense.

## **ARTICLE 7**

Le Ministre de la Défense peut inviter d'autres personnes à participer à titre consultatif aux travaux du Conseil Supérieur de la Fonction Militaire.

## **ARTICLE 8**

Le Conseil Supérieur de la Fonction Militaire dispose d'un Secrétariat permanent dont l'organisation est déterminée par arrêté du Ministre de la Défense.

Le Secrétariat du Conseil Supérieur de la Fonction Militaire est dirigé par un Officier désigné en qualité de Secrétaire par le Ministre de la Défense.

Le Secrétaire assiste aux séances mais ne participe pas aux votes.

## **ARTICLE 9**

Le Conseil Supérieur de la Fonction Militaire émet ses avis, en conformité des dispositions de l'article 106 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée, à la demande du Ministre de la Défense ou de son délégué. Il se réunit chaque fois que de besoin et au moins une fois par an sur convocation de son Président.

## **ARTICLE 10**

Les avis du Conseil Supérieur de la Fonction Militaire sont exprimés à la majorité des membres présents. Chaque membre, y compris le Président, dispose d'une voix. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

#### **ARTICLE 11**

Les membres du Conseil Supérieur de la Fonction Militaire sont tenus à l'obligation de réserve quant à la diffusion des opinions et avis exprimés. Cette disposition s'applique également à toute personne présente aux réunions à un titre quelconque.

#### **ARTICLE 12**

Les avis du Conseil Supérieur de la Fonction Militaire ne lient pas l'Autorité compétente pour prendre la décision concernant la question pour laquelle le Conseil a été réuni.

#### **ARTICLE 13**

Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures qui lui sont contraires.

#### **ARTICLE 14**

Le Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

**DECRET N° 96-576 DU 31 JUILLET 1996  
DETERMINANT LES REGLES APPLICABLES  
AUX CHANGEMENTS DANS LES FORCES  
ARMEES NATIONALES**

## **ARTICLE PREMIER**

Les changements de Service, de Spécialité, de Corps statutaire, d'Arme ou d'armée dans les Forces Armées Nationales, sont décidés, d'office ou sur demande, en fonction des besoins du service :

- par le Président de la République pour les Officiers ;
- par le Ministre de la Défense dans les autres cas.

Le cadre organique des Forces Armées Nationales est déterminé par décret.

## **ARTICLE 2**

Les Militaires ayant fait l'objet d'un changement conservent :

- leur grade et leur ancienneté de grade et prennent rang après les Militaires de même grade et de même ancienneté de grade de l'Armée, de l'Arme ou du Service commun d'accueil ;
- leur inscription au tableau d'avancement en vue d'une nomination ou d'une promotion au grade supérieur.

## **ARTICLE 3**

Les changements décidés d'office sont précédés, sauf urgence particulière, de l'information du Militaire concerné, trente jours au moins avant la date de prise d'effet de la décision.

Lorsque le changement intervient sur demande, la décision doit être prise trente jours au moins avant sa date de prise d'effet. L'intéressé en est informé dans les meilleurs délais.

## **ARTICLE 4**

Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures qui lui sont contraires.

## **ARTICLE 5**

Le Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

**DECRET N° 96-577 DU 31 JUILLET 1996  
DETERMINANT LA COMPOSITION ET LES REGLES DE  
FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE REFORME**



## **CHAPITRE PREMIER - LA COMPOSITION DE LA COMMISSION DE REFORME**

### **ARTICLE PREMIER**

La Commission de Réforme est présidée par le Directeur central du Service de Santé des Armées ou son délégué.

### **ARTICLE 2**

La Commission de Réforme est composée de membres désignés par le Ministre de la Défense, pour une durée d'une année.

Sont membres de la Commission de Réforme, outre le Président :

- deux Médecins du Service de Santé des Armées ;
- un Officier des Forces Armées Nationales ;
- un Officier d'administration ou un Commissaire des Forces Armées Nationales, rapporteur.

Le Ministre de la Défense désigne également, pour chaque membre, un suppléant.

## **CHAPITRE 2 - LE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE REFORME**

### **ARTICLE 3**

La Commission de Réforme se réunit chaque fois que de besoin, sur convocation de son Président. Elle émet des avis portant sur :

- l'imputabilité au service de l'affection, de la lésion ou de l'infirmité en cause ;
- le degré et le taux d'invalidité ;
- l'aptitude au service.

Le Président de la Commission de Réforme peut inviter d'autres personnes, civiles ou Militaires, à donner des avis ou à participer aux travaux. Ces personnes ne prennent pas part aux votes.

#### **ARTICLE 4**

Le Militaire concerné se présente devant la Commission de Réforme, éventuellement accompagné de son Médecin traitant.

#### **ARTICLE 5**

La Commission de Réforme émet ses avis à la majorité des voix.

Il est interdit à ses membres de divulguer toute information relative aux travaux et aux avis exprimés.

#### **ARTICLE 6**

La Commission de Réforme émet ses avis à la majorité des voix des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du Président est prépondérante.

#### **ARTICLE 7**

Les avis de la Commission de Réforme sont consignés dans un procès-verbal établi séance tenante par le rapporteur et signé par tous les membres.

Le Secrétariat de la Commission de Réforme est assuré par la Direction Centrale du Service de Santé des Armées.

### **DISPOSITIONS FINALES**

#### **ARTICLE 8**

Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures qui lui sont contraires.

#### **ARTICLE 9**

Le Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

**DECRET N° 96-578 DU 31 JUILLET 1996  
DETERMINANT LES REGLES APPLICABLES EN MATIERE  
DE NOTATION ET D'AVANCEMENT DES MILITAIRES  
AINSI QUE LA COMPOSITION ET LE FONCTIONNEMENT  
DE LA COMMISSION D'AVANCEMENT DANS LES FORCES  
ARMEES NATIONALES**

## **ARTICLE PREMIER**

Sans préjudice des dispositions particulières applicables aux Officiers généraux, le présent décret détermine, sous le chapitre premier, les conditions d'application des dispositions fixées par les articles 55 à 58 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée et relatives à la notation et à l'avancement des Militaires.

Les règles relatives à la composition et au fonctionnement de la Commission d'Avancement créée par l'article 105 de la même loi sont déterminées sous le chapitre II.

## **CHAPITRE PREMIER - LA NOTATION ET L'AVANCEMENT**

### ***Section première - La notation***

#### **ARTICLE 2**

La notation concerne les Militaires de tous grades et relevant de chacune des trois catégories déterminées par l'article 49 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée.

#### **ARTICLE 3**

Les Militaires sont notés chaque année, la notation couvrant la période allant du 1er juillet de l'année précédente au 30 juin de l'année en cours.

#### **ARTICLE 4**

La notation est effectuée sur un bulletin comportant cinq parties principales respectivement consacrées :

- à l'identification du Militaire noté ;
- au rappel de ses états de services et des grades successifs détenus ;
- à l'appréciation de la valeur, de l'aptitude professionnelle et de la manière de servir manifestées au cours de la période de notation ;
- à la note de synthèse attribuée en conclusion des éléments d'appréciation repris au bulletin ;

- aux propositions éventuelles d'avancement.

## **ARTICLE 5**

Le modèle du bulletin de notation et les mentions qu'il comporte sont fixés par arrêté du Ministre de la Défense.

Le Ministre de la Défense détermine également par arrêté :

- les Autorités chargées de la notation et de la communication des notes au Militaire concerné ;

- les Autorités chargées de recevoir, pour examen et décision, les recours éventuels ;

- toutes modalités d'application jugées nécessaires en vue du bon déroulement du processus de notation.

## ***Section 2 - L'avancement***

## **ARTICLE 6**

Dans les limites et conditions déterminées par les articles 56 à 58 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée, l'avancement des Militaires a lieu de façon continue et ne prend en considération que le grade détenu à titre définitif.

## **ARTICLE 7**

L'avancement est dans tous les cas conditionné par la valeur, l'aptitude professionnelle et la manière de servir du Militaire. Il doit par ailleurs être justifié par les aptitudes de l'intéressé à assumer les fonctions et les charges du grade de nomination ou de promotion. sans préjudice des dispositions particulières applicables à l'avancement au grade d'Adjudant-Chef Major ou de Maître Principal Major et à celui de Colonel Major ou de Capitaine de Vaisseau Major.

## **ARTICLE 8**

Les bulletins annuels de notation des Militaires proposables à l'avancement sont regroupés par Armée, par Arme, par Corps statutaire ou par Service commun et classés par grade et par ordre de mérite.

Après l'intervention de la Commission d'Avancement, les propositions de cette Commission sont inscrites aux tableaux annuels d'avancement respectifs. Ceux-ci sont établis dans la limite des effectifs budgétaires retenus et par rapport aux cadres organiques des Forces Armées Nationales.

## **ARTICLE 9**

Les tableaux annuels d'avancement sont soumis, pour examen et décision :

- au Président de la République dans le cas des Officiers ;
- au Ministre de la Défense ou son délégué dans les autres cas.

### **1.1. - L'avancement au choix**

## **ARTICLE 10**

L'avancement au choix est une mesure de nomination ou de promotion justifié par les qualifications effectivement démontrées par le Militaire depuis son entrée en service et, en particulier, au cours de la période couverte par la dernière notation.

## **ARTICLE 11**

Nul ne peut bénéficier d'un avancement au choix s'il ne compte, dans le grade, une durée de service d'au moins deux ans. Le Ministre de la Défense peut, par arrêté, relever la durée minimale.

## **ARTICLE 12**

En temps de guerre ou pendant des opérations déclarées "campagnes de guerre" ou "opérations de maintien de l'ordre", la durée minimale prévue à l'article précédent, peut être réduite par arrêté du Ministre de la Défense.

La même mesure est applicable lorsque, en dehors des circonstances prévues ci-avant, les temps de service sont accomplis dans des conditions ou dans des territoires étrangers présentant des risques particuliers.

## **1.2. - L'avancement à l'ancienneté**

### **ARTICLE 13**

L'avancement à l'ancienneté a lieu dans l'ordre de la liste d'ancienneté. Un Militaire ne peut être nommé ou promu à l'ancienneté que si, à la date de la nomination ou de la promotion, il compte dans le grade détenu une durée de service d'au moins six ans.

Dans le cas des Militaires issus d'une école militaire agréée, cette durée minimale est réduite à deux ans pour la promotion d'un Sous-Lieutenant ou d'un Enseigne de Vaisseau de 2<sup>e</sup> classe dans le grade de Lieutenant ou d'Enseigne de Vaisseau de 1<sup>ère</sup> classe. Lorsque la durée de la formation est au moins égale à quatre années, la nomination ou la promotion au grade de Lieutenant ou d'Enseigne de Vaisseau de 1<sup>ère</sup> classe intervient à l'issue de ladite formation.

Dans le cas des Militaires issus du rang, la durée de six ans est réduite à trois ans, pour la promotion d'un Sous-Lieutenant ou d'un Enseigne de Vaisseau de 2<sup>e</sup> classe dans le grade de Lieutenant ou d'Officier des équipages de 2<sup>e</sup> classe.

### **ARTICLE 14**

Lorsque dans le cadre d'un même mouvement annuel, deux ou plusieurs Militaires du même grade remplissent les conditions requises pour bénéficier d'un avancement à l'ancienneté, les critères de l'avancement au choix sont en outre pris en considération dans le cas où les limites imposées par les effectifs budgétaires ou par le cadre organique ne permettent pas l'avancement de tous les intéressés.

## **CHAPITRE 2 - LA COMMISSION D'AVANCEMENT**

### **ARTICLE 15**

La Commission d'Avancement, visée à l'article premier ci-avant, est présidée par un Officier général des Forces Armées Nationales désigné par le Ministre de la Défense ou, en cas d'absence, par l'Inspecteur général le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Sont membres de la Commission d'Avancement :

- les Inspecteurs généraux de la Gendarmerie Nationale, des différentes Armées ou des Services communs ou leurs représentants ;
- le Chef d'Etat-Major des Armées ou son représentant ;
- le Commandant supérieur de la Gendarmerie Nationale ou son représentant ;
- le Contrôleur général de l'Administration de la Défense ou son représentant ;
- les Commandants des différentes Armées ou leurs représentants ;
- les Directeurs des Services communs ou leurs représentants.

#### **ARTICLE 16**

La Commission d'avancement, organe consultatif, formule les propositions d'inscriptions au tableau d'avancement.

A la demande du Ministre de la Défense, la Commission d'Avancement émet ses avis sur les avancements à titre exceptionnel.

Les propositions de la Commission d'Avancement ne lient pas l'Autorité compétente pour prendre la décision d'avancement .

#### **ARTICLE 17**

Le Secrétariat de la Commission d'Avancement est assuré par la Direction de l'Administration et de la Législation Militaires.

#### **DISPOSITIONS FINALES**

#### **ARTICLE 18**

Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures qui lui sont contraires.

#### **ARTICLE 19**

Le Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.



**DECRET N° 96-579 DU 31 JUILLET 1996  
DETERMINANT LES REGLES ET MODALITES GENERALES  
DU DROIT DES MILITAIRES A LA SOLDE**

## **ARTICLE PREMIER**

Le présent décret détermine les règles générales applicables à la solde dont bénéficient les Militaires de carrière et sous contrat.

Les règles applicables aux appelés du Service National ainsi qu'aux élèves des écoles Militaires sont fixées par décrets particuliers.

## **ARTICLE 2**

La solde à laquelle ont droit, après service fait, les Militaires de carrière ou sous contrat, comprend de plein droit et dans tous les cas :

- la solde de base soumise à retenue pour pension ;
- l'indemnité pour charges Militaires ;
- l'indemnité de résidence ;
- les prestations familiales.

Peuvent s'ajouter, aux termes de la loi susvisée, selon le cas :

- des primes de qualification ;
- des indemnités particulières liées aux fonctions et aux sujétions qui en résultent.

## **CHAPITRE PREMIER - LE DROIT A LA SOLDE**

### ***Section première - L'acquisition du droit***

## **ARTICLE 3**

Le droit à la solde est acquis, après service fait :

- à tous les Militaires de carrière ou servant sous contrat en position d'activité ou se trouvant dans l'une des situations de la position de non-activité y donnant droit ;
- aux Militaires pendant la période probatoire avant l'entrée dans la carrière ;
- aux personnels des réserves appelés ou rappelés en service actif.

#### **ARTICLE 4**

Le droit à la solde prend effet, sauf dispositions contraires, à compter de la date du recrutement, du début du contrat ou du rappel en activité.

### ***Section 2 - La suspension et la perte du droit***

#### **ARTICLE 5**

Le droit à la solde est suspendu en sa totalité lorsque le Militaire est illégalement absent de son poste ou déserteur.

Dans les autres cas de suspension, le Militaire ne perçoit plus que la moitié de la solde soumise à retenue pour pension, l'indemnité pour charges Militaires, les primes de qualification et les indemnités particulières de fonction et de sujétion lui étant supprimées. Il conserve la totalité des prestations familiales et de l'indemnité de résidence.

#### **ARTICLE 6**

Le Militaire détenu à la suite d'une condamnation judiciaire perd son droit à la solde au jour du prononcé du jugement. Les mêmes dispositions sont applicables au Militaire condamné par défaut.

#### **ARTICLE 7**

Dans le cas du Militaire placé en position de service détaché ou hors cadres, la cessation du droit à la solde intervient à la date déterminée par décision prise à cet effet. Il en est de même dans le cas du Militaire placé en retrait d'emploi.

#### **ARTICLE 8**

La cessation du droit à la solde intervenant en application des dispositions des articles 70, 73, 74, 75 et 78 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée prend effet à la date déterminée dans l'acte pris par l'Autorité compétente, dans le cas du Militaire :

- admis à faire valoir ses droits à la retraite ;
- réformé ;
- révoqué ;
- destitué ;
- démissionnaire.

## **ARTICLE 9**

Dans le cas du Militaire ayant perdu la nationalité ivoirienne, la cessation du droit à la solde prend effet à la date de la décision. Si la perte de la nationalité est la conséquence d'une condamnation judiciaire, la cessation du droit à la solde ne prend effet qu'à l'expiration de toutes les voies de recours.

## **ARTICLE 10**

Dans le cas de cessation définitive des services par mesure collective, la date de cessation du droit à la solde est déterminée par la loi prise à cet effet.

### ***Section 3 - Le recouvrement du droit***

## **ARTICLE 11**

Le droit à la solde est recouvré lorsque le Militaire, dont la solde a été suspendue ou retirée, reprend effectivement le service à la suite d'une décision prise par l'Autorité compétente sans préjudice, le cas échéant, des rappels pouvant lui être versés.

## **CHAPITRE 2 - LES COMPOSANTES DE LA SOLDE**

### ***Section première - La solde de base soumise à retenue pour pension***

## **ARTICLE 12**

La solde de base soumise à retenue pour pension constitue l'élément principal de la solde des Militaires. Elle est déterminée par une grille indiciaire dont le point d'indice est celui pris en compte pour le calcul de la rémunération des fonctionnaires et agents de l'Etat.

## **ARTICLE 13**

La grille indiciaire est fixée, par décret particulier, par rapport aux grades et échelons de la hiérarchie militaire, l'indice initial étant déterminé en fonction du grade attribué au Militaire à la date de son recrutement.

## **ARTICLE 14**

A l'intérieur d'un même grade, le changement d'indice résultant d'un changement d'échelon intervient de plein droit, dans la limite des échelons prévus, après chaque période de deux ans d'ancienneté dans le grade.

## **ARTICLE 15**

En cas de nomination ou de promotion, l'indice acquis dans le grade antérieur est maintenu lorsqu'il est supérieur au premier indice du nouveau grade.

### ***Section 2 - L'indemnité pour charges Militaires***

## **ARTICLE 16**

L'indemnité pour charges Militaires, attribuée de plein droit à tous les Militaires de carrière ou sous contrat, est justifiée par les spécificités de la Fonction Militaire et par les devoirs, interdictions et obligations qu'elle impose à ceux qui l'assurent.

## **ARTICLE 17**

L'indemnité pour charges Militaires est proportionnelle au montant de la solde de base attribuée au Militaire en conformité des dispositions de l'article 3 ci-avant. Son taux est fixé par décret particulier.

### ***Section 3 - L'indemnité de résidence***

## **ARTICLE 18**

L'indemnité de résidence est proportionnelle au montant de la solde de base. Son taux est fixé par décret particulier prévu à l'article précédent.

### ***Section 4 - Les prestations familiales***

## **ARTICLE 19**

Les prestations familiales sont des allocations attribuées au Militaire chef de famille, par enfant à charge et dans la limite de six enfants. Leur montant est fixé par le décret particulier prévu à l'article 17 ci-avant.

## **ARTICLE 20**

La femme Militaire dont le conjoint n'est pas fonctionnaire ou Militaire, bénéficie des prestations familiales en qualité de Militaire chef de famille.

## **ARTICLE 21**

Sont pris en compte, au titre des prestations familiales, les enfants légitimes et les enfants naturels reconnus. Sont également pris en compte les enfants adoptifs dans la limite de deux au maximum.

## **ARTICLE 22**

Les prestations familiales sont acquises à compter du premier mois suivant le jour de la déclaration de la naissance de l'enfant à l'état civil ou de la transcription à l'état civil de l'acte de reconnaissance ou d'adoption.

## **ARTICLE 23**

Les prestations familiales sont dues pour les enfants à charge jusqu'à l'âge de 15 ans. Cette limite est prorogée à 17 ans pour l'enfant placé en apprentissage non rémunéré et à 21 ans si l'enfant poursuit ses études ou si, par suite d'infirmité ou de maladie incurable, il est dans l'impossibilité définitive d'exercer un travail rémunéré.

## **ARTICLE 24**

Les prestations familiales prévues par le présent décret ne peuvent, pour un même enfant, être cumulées avec une bourse entière scolaire ou d'enseignement supérieur.

## **ARTICLE 25**

En cas de séparation de corps ou de divorce entre deux Militaires, chaque conjoint bénéficie des prestations familiales pour les enfants dont la charge lui est confiée par la décision de séparation de corps ou de divorce.

Si le conjoint n'est pas Militaire, les prestations familiales acquises sont maintenues au bénéfice du Militaire, à charge pour lui de reverser à son conjoint, séparé de corps ou divorcé, à peine de s'en voir retirer le bénéfice, la part des prestations se rapportant aux enfants dont la charge est confiée audit conjoint.

## **ARTICLE 26**

En cas de décès du Militaire chef de famille, le conjoint survivant est considéré comme chef de famille et admis au bénéfice des prestations familiales pour ses propres enfants et pour ceux qu'il aurait reconnus ou adoptés dans les limites fixées aux articles 19 et 21 ci-avant.

## **ARTICLE 27**

En cas de déclaration frauduleuse par un Militaire tendant à se faire allouer des prestations familiales auxquelles il n'est pas en droit de prétendre, l'intéressé fait l'objet de poursuites judiciaires, sans préjudice des sanctions disciplinaires ou statutaires pouvant être prononcées à son encontre.

## **ARTICLE 28**

Le droit aux prestations familiales est suspendu si l'enfant, âgé entre 15 et 21 ans et au titre duquel des prestations familiales sont dues, est exclu temporairement de l'établissement scolaire ou du centre d'apprentissage. Le droit est recouvré lorsque l'enfant reprend sa scolarité ou son apprentissage. Si l'exclusion est définitive, le droit est définitivement retiré.

## **ARTICLE 29**

Le droit aux prestations familiales cesse, en cas de décès de l'enfant, pour compter du dernier jour du mois du décès.

### ***Section 5 - Les primes de qualification***

## **ARTICLE 30**

Les primes de qualification dont certains Militaires de carrière ou sous contrat peuvent bénéficier, sont accordées en conformité des dispositions de l'article 27 de la loi n° 95-695 du 7 septembre 1995 susvisée.

## **ARTICLE 31**

Les qualifications donnant droit à une prime sont déterminées par décret. Le même décret fixe les montants des primes de qualification ou leur taux par rapport à la solde de base.

## ***Section 6 - Les indemnités particulières de fonction et de sujétion***

### **ARTICLE 32**

Les indemnités particulières pouvant être allouées aux Militaires sont liées aux fonctions exercées par les intéressés et aux sujétions que ces fonctions comportent.

### **ARTICLE 33**

Les fonctions visées à l'article précédent peuvent être des fonctions exercées en permanence par les personnels concernés ou des fonctions assumées de façon temporaire à la condition, dans ce cas, qu'elles aient une durée d'au moins trois mois ininterrompus.

### **ARTICLE 34**

Les fonctions permanentes ou temporaires comportant des sujétions et ouvrant droit à une indemnité de fonction et de sujétion sont déterminées par décret. Le même décret fixe les montants desdites indemnités ou leur taux par rapport à la solde de base.

## **CHAPITRE 3 - LES MODALITES DE PAIEMENT DE LA SOLDE**

### **ARTICLE 35**

La solde allouée aux Militaires se décompte par mois à raison du douzième du montant annuel et par jour à raison du trentième du montant mensuel.

Les paiements sont effectués par mois et à terme échu.

### **ARTICLE 36**

Sont prélevées sur la solde de base les retenues pour pension.

### **ARTICLE 37**

Sans préjudice des mesures de réduction et de suspension pouvant être prises conformément à la réglementation en vigueur, des retenues



peuvent être opérées sur la solde du Militaire dans les cas ci-après et dans les limites prévues par la législation en la matière.

- retenues pour dettes envers l'Etat ou envers des personnes morales de droit public ;

- retenues pour pension alimentaire en vertu d'une décision de justice ;

- autres retenues effectuées dans les cas prévus par la loi.

### **ARTICLE 38**

Une délégation portant sur une partie de sa solde peut être souscrite par le Militaire en faveur de son conjoint, de ses ascendants en ligne directe ou de ses descendants résidant en Côte d'Ivoire, lorsque l'intéressé est appelé à servir en dehors du territoire ivoirien.

Le montant objet de la délégation, est payé mensuellement et à terme échu dans les mêmes conditions que la solde.

La délégation prend fin à la date fixée par le délégant qui peut à tout moment la révoquer.

### **DISPOSITIONS FINALES**

### **ARTICLE 39**

Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures qui lui sont contraires.

### **ARTICLE 40**

Le Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

**DECRET 96-747 DU 25 SEPTEMBRE 1996  
FIXANT LA LISTE DES POSTES D'ATTACHES DE DEFENSE AU  
TITRE DE L'ANNEE 1996**

## **ARTICLE PREMIER**

Pour l'année 1996, la liste des postes d'Attachés de Défense auprès des Missions diplomatiques ivoiriennes à l'étranger, est arrêtée comme suit :

- Ambassade de Côte d'Ivoire au Burkina Faso : un poste ;
- Ambassade de Côte d'Ivoire en Chine : un poste ;
- Ambassade de Côte d'Ivoire aux Etats-Unis d'Amérique : un poste ;
- Ambassade de Côte d'Ivoire en France : un poste ;
- Ambassade de Côte d'Ivoire au Ghana : un poste ;
- Ambassade de Côte d'Ivoire en Guinée : un poste ;
- Ambassade de Côte d'Ivoire au Maroc : un poste ;
- Ambassade de Côte d'Ivoire en République Sud-Africaine : un poste.

## **ARTICLE 2**

Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 94-646 du 14 décembre 1994 susvisé.

## **ARTICLE 3**

Le Ministre de la Défense et le Ministre des Affaires Etrangères sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

**DECRET N° 96-748 DU 25 SEPTEMBRE 1996  
DETERMINANT LA GRILLE INDICIAIRE  
APPLICABLE AUX MILITAIRES**

## **ARTICLE PREMIER**

Le point d'indice pris en compte pour la détermination de la solde de base des Militaires de carrière et des Militaires servant sous contrat est celui applicable aux fonctionnaires et agents de l'Etat.

## **ARTICLE 2**

La grille indiciaire déterminant la solde de base des Militaires de carrière et des Militaires servant sous contrat est fixée dans les annexes I à VII au présent décret, consacrées respectivement :

1° au Maréchal et aux Officiers généraux des Forces Armées Nationales autres que ceux du Service de Santé des Armées (Annexe I) ;

2° aux Officiers généraux Médecins, Chirurgiens-Dentistes, Pharmaciens et Vétérinaires du Service de Santé des Armées (Annexe II) ;

3° aux Officiers supérieurs et aux Officiers subalternes des Forces Armées Nationales autres que ceux du Service de Santé des Armées (Annexe III) ;

4° aux Officiers supérieurs et aux Officiers subalternes Médecins, Chirurgien-Dentistes, Pharmaciens et Vétérinaires du Service de Santé des Armées (Annexe IV) ;

5° aux Sous-Officiers des Forces Armées Nationales autres que ceux de la Gendarmerie Nationale (Annexe V) ;

6° aux Sous-Officiers de la Gendarmerie Nationale (Annexe VI) ;

7° aux Militaires du rang des Forces Armées Nationales (Annexe VII).

## **ARTICLE 3**

A titre transitoire, la grille indiciaire demeurant applicable à la catégorie, en cours d'extinction, des Gendarmes commissionnés, est reprise à l'annexe VIII.

#### **ARTICLE 4**

Le Ministre de la Défense et le Ministre de l'Economie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

**ANNEXES**  
**AU DECRET N° 96-748 DU 25 SEPTEMBRE 1996**  
**DETERMINANT LA GRILLE INDICIAIRE APPLICABLE**  
**AUX MILITAIRES**

## ANNEXE I

### MARECHAL ET OFFICIERS GENERAUX DES FORCES ARMEES NATIONALES AUTRES QUE CEUX DU SERVICE DE SANTE DES ARMEES

GRADES	ECHELONS	INDICES
MARECHAL	UNIQUE	2.600
GENERAL D'ARMEE	UNIQUE	2.580
GENERAL DE CORPS D'ARMEE	2 1	2.525 2.470
GENERAL DE DIVISION	3	2.415
	2	2.360
	1	2.310
GENERAL DE BRIGADE	3	2.205
	2	2.150
	1	2.100



## **ANNEXE II**

### **OFFICIERS GENERAUX MEDECINS, CHIRURGIENS-DENTISTES, PHARMACIENS ET VETERINAIRES DU SERVICE DE SANTE DES ARMEES**

<b>GRADES</b>	<b>ECHELONS</b>	<b>INDICES</b>
GENERAL DE DIVISION	3	2.435
	2	2.380
	1	2.330
GENERAL DE BRIGADE	3	2.225
	2	2.170
	1	2.120

### ANNEXE III

#### OFFICIERS SUPERIEURS ET OFFICIERS SUBALTERNES DES FORCES ARMEES NATIONALES AUTRES QUE CEUX DU SERVICE DE SANTE DES ARMEES

GRADES	ECHELONS	INDICES
COLONEL-MAJOR	2	2.100
	1	2.005
COLONEL	4	1.950
	3	1.880
	2	1.830
	1	1.780
LIEUTENANT-COLONEL	5	1.830
	4	1.780
	3	1.725
	2	1.675
	1	1.620
COMMANDANT	5	1.675
	4	1.620
	3	1.510
	2	1.460
	1	1.405
CAPITAINE	6	1.510
	5	1.460
	4	1.405
	3	1.270
	2	1.170
	1	1.085
LIEUTENANT	4	1.085
	3	980
	2	900
	1	825
SOUS-LIEUTENANT	2	825
	1	740

## ANNEXE IV

### OFFICIERS SUPERIEURS ET OFFICIERS SUBALTERNES MEDECINS, CHURURGIENS-DENTISTES, PHARMACIENS ET VETERINAIRES DU SERVICE DE SANTE DES ARMEES

GRADES	ECHELONS	INDICES
COLONEL-MAJOR	2	2.105
	1	2.090
COLONEL	4	1.965
	3	1.915
	2	1.860
	1	1.810
LIEUTENANT- COLONEL	5	1.860
	4	1.810
	3	1.755
	2	1.705
	1	1.655
COMMANDANT	5	1.705
	4	1.655
	3	1.540
	2	1.490
	1	1.435
CAPITAINE	6	1.540
	5	1.490
	4	1.435
	3	1.305
	2	1.200
	1	1.115
LIEUTENANT	3	1.115
	2	930
	1	855

## ANNEXE V

### SOUS-OFFICIERS DES FORCES ARMEES NATIONALES AUTRES QUE CEUX DE LA GENDARMERIE NATIONALE

GRADES	ECHELONS	INDICES
ADJUDANT-CHEF MAJOR	2	945
	1	895
ADJUDANT-CHEF	7	825
	6	770
	5	755
	4	740
	3	725
	2	695
	1	655
ADJUDANT	7	755
	6	740
	5	725
	4	695
	3	655
	2	625
	1	595
SERGENT-CHEF	4	595
	3	575
	2	555
	1	535
SEGRENT	5	575
	4	555
	3	535
	2	515
	1	455

## ANNEXE VI

### SOUS-OFFICIERS DE LA GENDARMERIE NATIONALE

GRADES	ECHELONS	INDICES
ADJUDANT-CHEF MAJOR	2	945
	1	895
ADJUDANT-CHEF	6	850
	5	815
	4	795
	3	775
	2	765
	1	755
ADJUDANT	6	795
	5	775
	4	765
	3	755
	2	740
	1	725
MARECHAL DES LOGIS-CHEF	9	755
	8	740
	7	725
	6	715
	5	675
	4	640
	3	630
	2	620
	1	610
MARECHAL DES LOGIS	10	675
	9	640
	8	630
	7	620
	6	610
	5	605
	4	590
	3	560
	2	535
	1	525

## ANNEXE VII

### MILITAIRES DU RANG DES FORCES ARMEES NATIONALES

GRADES	ECHELONS	INDICES
CAPORAL-CHEF BRIGADIER-CHEF OU QUARTIER MAITRE DE 1 <sup>ERE</sup> CLASSE	5	555
	4	535
	3	515
	2	455
	1	415
CAPORAL, BRIGADIER OU QUARTIER MAITRE DE 2 <sup>EME</sup> CLASSE	6	405
	5	395
	4	385
	3	375
	2	365
	1	355
SOLDAT DE 1ERE CLASSE OU MATELOT DE 1 <sup>ERE</sup> CLASSE	6	365
	5	355
	4	340
	3	330
	2	320
	1	310
SOLDAT DE 2 <sup>EME</sup> CLASSE OU MATELOT DE 2 <sup>EME</sup> CLASSE	6	355
	5	340
	4	330
	3	320
	2	310
	1	300

## ANNEXE VIII

### GENDARMES COMMISSIONNES

GRADES	ECHELONS	INDICES
GENDARME DE PREMIERE CLASSE	2 1	560 535
GENDARME DE DEUXIEME CLASSE	3 2 1	535 515 485
GENDARME DE TROISIEME CLASSE	4 3 2 1	485 465 445 425
GENDARME DE QUATRIEME CLASSE	4 3 2 1	425 405 385 365

